

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

FILIÈRES ET INNOVATION

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	8
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	19
Annexe 1 - Fiche Projet lanceur SIRIUS	20
Annexe 2 - Convention Projet lanceur SIRIUS	23
Annexe 3 - Reglement intervention Chèque Cyber Diagnostic et Equipement	37
Annexe 4 - Soutien au Grand Lieu d'Innovation FRATHEA de l'Institut Curie	46
Annexe 5 - Soutien au réaménagement de l'incubateur 104factory	50
Annexe 6 - Fiches Projets AI for Health	54
Annexe 7 - Fiches Projet Pack IA	73
Annexe 8 - Convention Pack IA	78
Annexe 9 - Convention délégation PACK IA	88
Annexe 10 - Fiche Projet GAUPRO - Multiverse Computing	100
Annexe 11 - Convention GAUPRO	103
Annexe 12 - Fiche Projet PAQ - AQADEF	115
Annexe 13 - Convention AQADEF	119
Annexe 14 - Avenant convention i-Demo	131
Annexe 15 - Avenant Convention financière PIA 4 Filières GLI	137
Annexe 16 - Avenant n° 5 à la convention financière PIA 4 ILP	142
Annexe 17 - Fiche projet Solar Impulse	147
Annexe 18 - Convention Solar Impulse	152
Annexe 19 - Fiche projet Poc in Lab	159
Annexe 20 - Convention Poc In Lab	163
Annexe 21 - Fiche projet Game Connection	171
Annexe 22 - Fiche projet Sport Unlimitech to perf	174

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Soutien au projet de lanceur spatial SIRIUS

Afin d'ancrer en Île-de-France le futur champion européen des « mini-lanceurs » spatiaux que représente la société SIRIUS SPACE SERVICES, il vous est proposé de soutenir son projet de lanceur SIRIUS 1 à hauteur de **3 000 000 €** correspondant à 25 % des dépenses de la société pour tester et qualifier son lanceur au Centre spatial guyanais en 2025 et créer à termes près de 200 emplois d'ingénieur(e)s et de technicien(ne)s en région.

2. Chèque Cyber

Le dispositif « Chèque cyber en faveur des PME franciliennes » incarne le volet préventif de la politique cyber mise en œuvre par la Région ; il complète ainsi l'offre Cyber aux PME, le CSIRT (Computer Security Incident Response Team) / CERT régional prenant en charge le volet défensif lorsque les entreprises sont victimes d'attaques Cyber.

Ce dispositif se décline sous forme de 2 aides complémentaires et cumulables :

- le Chèque « Diagnostic Cyber » d'un montant maximum de 5 000 €
- le Chèque « Equipement Cyber » (jusqu'à 10 000 €).

A cet effet, il est proposé tout d'abord le règlement d'intervention permettant de créer ce nouveau dispositif « Chèque Cyber » et d'attribuer 2 subventions. L'une en fonctionnement de **981 116,80 €** pour aider les PME franciliennes à réaliser un diagnostic cyber et l'autre en investissement de 2 M€ pour couvrir les dépenses d'équipements des PME **18 883,20 €** seront également affectés pour couvrir les frais de gestion du dispositif qui sera confié à la CCI.

3. Soutien aux Grands Lieux d'Innovation

Dans le cadre de sa politique de soutien à des lieux d'innovation, le présent rapport propose l'attribution de 2 subventions pour un montant total de 2 055 000 € d'autorisation de programme soutenant les 2 projets suivants :

- **2 000 000 €** en faveur de l'Institut Curie pour le projet « Flash Thérapies / FRATHEA ». Celui-ci se propose d'accélérer le développement et le transfert industriel, en partenariat notamment avec le CEA, d'une radiothérapie innovante découverte à l'Institut Curie il y a quelques années, pour ainsi développer de meilleures thérapies pour les patients atteints du cancer.
- **55 000 €** faveur de l'incubateur 104factory situé à Paris (75) pour le réaménagement de ses locaux dédiés à l'incubation de porteurs de projets et start-ups des industries culturelles et créatives.

4. Challenge AI for Health : soutien aux projets CoEpic-AI et Prisma

Dans le cadre du plan IA2021 et de la stratégie Smart Santé qui promeuvent l'intelligence artificielle et la valorisation des données de santé, la Région a organisé avec l'hôpital Foch et l'Institut Pasteur les Challenges AI for Health.

Après l'audition de dix consortia présélectionnés, les groupements Arkhn et Surge, pour le challenge de l'hôpital Foch ; et Scientalab et le laboratoire MICS CentraleSupélec, pour celui de l'Institut Pasteur ; ont été retenus par un jury d'experts le 29 mars 2023.

L'ensemble des partenaires bénéficieront de subventions pour réaliser les projets de R&D

collaboratifs CoEpic-AI et Prisma décrits dans les fiches projets annexées à la délibération. Les lauréats (entreprises et laboratoire) bénéficieront d'une subvention totale de **999 860,12 €**, l'hôpital Foch et l'Institut Pasteur de **171 904,64 €** au total.

5. Pack IA

Le présent rapport propose de soutenir dans sa phase 2 le pack IA pour un montant total de **148 200 €** afin d'accompagner les PME et ETI à intégrer l'Intelligence Artificielle dans leur process et gagner ainsi en compétitivité.

6. Pack Quantique : soutiens au projet GAUPRO de la société Multiverse Computing et au projet AQADEF de la société QbitSoft

Depuis novembre 2020, la Région structure la filière quantique francilienne au travers de plusieurs projets visant à démontrer l'avantage du calcul quantique par rapport au calcul intensif classique sur des problématiques industrielles majeures : les Pack quantiques.

Le soutien d'un montant de **141 033€** au projet porté par Multiverse Computing (seul bénéficiaire de la subvention) et Natixis se situe dans la continuité de cet objectif, en s'attachant à démontrer l'avantage quantique pour l'analyse de risques dans les portefeuilles de produits dérivés.

Le soutien d'un montant de **184 500€** au projet porté par Qbitsoft (seul bénéficiaire de la subvention) et MATMUT se situe dans la continuité de cet objectif, en s'attachant à démontrer l'avantage quantique pour la détection de fraudes à l'assurance.

7. PIA 4 régionalisé - Action « I-Démo régional » : renouvellement de la dotation

Dans le cadre du partenariat PIA 4 régionalisé, il a été proposé de lancer en 2022 un appel à projets pour soutenir l'émergence et le développement de projets collaboratifs de Recherche et Développement – I Démo régional. Pour 2023, Il est ainsi proposé d'attribuer à Bpifrance une dotation de **4 000 000 €** afin d'abonder le fonds PIA4 Île-de-France, complétée par une autorisation d'engagement de **100 000 €** pour la prise en charges des frais de gestion liés, sur le modèle prévu dans l'avenant n°1 à la convention proposée au présent rapport.

8. PIA 4 régionalisé - Axe « Projets de filières » - Action « Grands Lieux d'Innovation » : renouvellement de la dotation

Il est prévu de renouveler la dotation de l'appel à projets lancé fin 2021 soutenant l'émergence et le développement de Grands Lieux d'Innovation en Île-de-France dans le cadre du PIA 4 / France 2030 régionalisé dont la convention de partenariat a été adoptée en 2021. Il est ainsi proposé d'attribuer à Bpifrance une nouvelle dotation de **1 500 000 €** afin d'abonder le fonds PIA 4 Île-de-France, complétée par une autorisation d'engagement de **37 500 €** pour la prise en charge des frais de gestion liés.

9. Abondement d'Innov'up Leader PIA

La CP n° 2021- 390 du 22 septembre 2021 a adopté la continuité du dispositif de soutien aux projets d'innovation des entreprises franciliennes futures leader sur leur marché, cofinancé à parité par la Région Île-de-France et l'Etat dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 4). La convention cadre prévoit une participation régionale globale de 41 M€.

Compte tenu de la qualité et du potentiel des projets déposés, il est proposé de réabonder l'enveloppe régionale allouée au dispositif d'un montant de 5 000 000 € (hors frais de gestion).

Il est proposé d'affecter une nouvelle enveloppe de **5 125 000 €**, répartie comme suit :

- 3 300 000 € au titre du programme d'investissements (subvention) ;
- 1 700 000 € au titre du programme d'investissements (avance remboursable) ;
- 125 000 € au titre des frais de gestion de ce programme.

L'avenant à la convention de gestion financière entre la Région et Bpifrance est proposé en annexe à la délibération

10. Soutien à la fondation Solar Impulse

Dans le prolongement de la COP Région Île-de-France et du partenariat noué entre la Région et la fondation Solar Impulse sur la période (2021-2023), il est proposé l'attribution d'une subvention régionale de **300 000 €** pour cette action au titre de 2023.

11. Soutien au Design Spot de l'Université Paris-Saclay pour le programme Poc in Lab

Il est proposé d'affecter un budget de **52 851 €** pour verser une subvention à l'Université Paris-Saclay pour soutenir financièrement son projet d'accompagnement à l'innovation « Poc In Labs » qui, par l'intermédiaire de son Design Spot, sélectionnera 5 à 7 projets afin de les faire bénéficier d'un accompagnement design et de communiquer sur les résultats.

12. Journées de l'innovation JOP

La Région Île-de-France souhaite profiter de la dynamique insufflée par l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 pour mettre en valeur les innovations franciliennes dans le cadre de Journées de l'innovation JOP. Il est proposé d'affecter un budget de **150 000 €** pour l'organisation de ce cycle d'événements.

13. Soutien à Capital Games pour l'organisation de la Game Connection

Il est proposé d'accorder une subvention de **40 000 €** à Capital Games pour l'organisation de l'évènement « Game Connection » (2 et 3 novembre porte de Versailles), qui est une convention d'affaires pour les entreprises de la filière des jeux vidéo.

14. Participation de la Région à l'événement Sport Unlimitech to Perf

Il est proposé d'accorder une subvention de **5 000 euros** à Sport Unlimitech pour l'organisation de Sport Unlimitech to perf qui permettra de mettre en valeur les innovations franciliennes des filières sport et numérique en profitant de la dynamique positive insufflée par l'organisation de la Coupe du monde de rugby 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

15. Etudes Souveraineté - Semi-conducteurs

Par délibération CP 2022-483 du 10 novembre 2022, la Région a décidé de diligenter une étude de souveraineté sur les semi-conducteurs. Une erreur matérielle étant survenue dans la désignation du bénéficiaire, il est proposé de le modifier et le remplacer par l'Ugap.

Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder aux transferts suivants :

DTP 2 055 000€

2 055 000,00 € d'autorisation de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP63-003 « Soutien à l'artisanat, au

commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700204 « Incubateurs, grands lieux d'innovation ».

DTP 1 100 000€

1 100 000,00 € d'autorisation de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP63-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme REP67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002014 « Soutien à l'innovation »

DTP 797 364,96€

797 364,96 € d'autorisation de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP63-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700401 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique ».

DTP 17 851€

17 851,00 € d'autorisation d'engagement disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP63-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300302 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » vers le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-002 « soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion »

DTP 137 500€

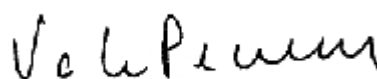
137 500,00 € d'autorisation d'engagement disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP63-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300302 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » vers le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002074 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2023.

DTP 1 500 00 €

1 500 000,00 € d'autorisation de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme REP67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002044 « Incubateurs, grands lieux d'innovation »

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

FILIÈRES ET INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 62-05 du 15 décembre 2005 relative à la participation de la Région à Paris Europlace et à l'institut Europlace de finance ;

VU la délibération n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005 portant sur le soutien aux projets coopératifs 2005 du pôle de compétitivité MEDITECH SANTE PARIS-REGION

VU la charte de partenariat signée entre la région Île-de-France et Paris Europlace le 12 mai 2006 ;

VU la délibération n° CP 09-982 du 22 octobre 2009 portant sur le soutien aux projets coopératifs 2009 des pôles de compétitivité ADVANCITY, ASTECH PARIS-REGION, CAP DIGITAL PARIS-REGION, MEDICEN PARIS-REGION, MOV'EO ET SYSTEM@TIC PARIS-REGION appels à projets du Fonds Unique Interministériel (AAP 8) et FEDER (AAP 2) ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 relative à l'ajustement de la délibération cadre n° CR 78-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 portant sur le Soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité et notamment la convention type relative au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à devenir la première smart région d'Europe ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-027 du 24 janvier 2018 portant sur le soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ASTECH PARIS REGION, CAP DIGITAL PARIS REGION, COSMETIC VALLEY, FINANCE INNOVATION, MOV'EO, SYSTEMATIC PARIS REGION 24ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel (FUI) - Régions ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 portant sur le soutien de la Région aux Grands Projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien à l'innovation dans l'industrie ;

VU la délibération n° CP 2019-377 du 18 septembre 2019 relative à l'entrepreneuriat, l'international, le design ;

VU la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 relative aux diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021 portant sur le Programme d'Investissements d'Avenir PIA 4 ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien aux entreprises et l'accompagnement de la stratégie régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-503 du 19 novembre 2021 relative à Paris Région Up - Innov'up - Leader PIA 4

VU la délibération n° CP 2022-046 du 28 janvier 2022 relative à Choose Paris Region, Challenges IA Santé et autres dossiers économiques ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de

Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-298 du 7 juillet 2022 relative à Paris Région Up - Financement de l'innovation - 1^{er} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-046 du 25 janvier 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2023-206 du 1^{er} juin 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2023-208 du 1^{er} juin 2023 relative à Paris Région Up – Financement de l'innovation – 1^{er} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-261 du 5 juillet 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'Etat et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

VU la convention du 8 avril 2021 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'investissements d'avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

VU la convention du 13 août 2021 approuvée par délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021, entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-327 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Projet de lanceur spatial SIRIUS, grand projet de R&D

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D » au financement du Grand Projet de R&D de lanceur spatial SIRIUS figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'octroi d'une subvention de 3 000 000 € à la société SIRIUS SPACE SERVICES.

Subordonne le versement des subventions à la signature de la convention figurant en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 3 000 000 € au titre du dispositif « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique », prélevée sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700401 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2023 au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 3 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Chèque Cyber « diagnostic »

Adopte le règlement d'intervention relatif au « Chèque cyber » détaillé en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 981 116,80 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 63 ' action sectorielle ', programme HP632-001 ' Programme soutien à l'industrie et aux autres services ', action 16300105 ' soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI ' du budget 2023.

Article 2 bis : Chèque Cyber « investissement »

Affecte une autorisation de programme de 2 000 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », Code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » du budget 2023.

Article 2 ter : Délégation de gestion Chèque Cyber

Décide de confier la gestion de l'aide « Chèque Cyber » à un établissement public conformément à l'article L1511-2 alinéa 3 du CGCT.

Affecte, pour la poursuite du marché subséquent, une autorisation d'engagement d'un montant de 18 883,20 € prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 63 ' action sectorielle ', programme HP632-001 ' Programme soutien à l'industrie et aux autres services ', action 16300105 ' soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI ' du budget 2023.

Article 3 : Soutien au projet de Grand Lieu d'Innovation « FRATHEA » porté par l'Institut Curie

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement du projet de Grand Lieu d'Innovation « FRATHEA », tel que décrit dans la fiche-projet en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 2 000 000 € en faveur de l'Institut Curie.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2023-261 du 05 juillet 2023, modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 000 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700204 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget

2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet en annexe 4 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Soutien au réaménagement de l'incubateur 104factory au titre du dispositif Grand Lieu d'Innovation

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement du réaménagement de l'incubateur 104factory, tel que décrit dans la fiche-projet en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 55 000 € en faveur du 104factory.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2023-261 du 05 juillet 2023, modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 55 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700204 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet en annexe 5 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 : Challenge IA santé 2022

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D », au financement des projets CoEpic-AI et Prisma décrits dans les fiches projets en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution de subventions réparties comme suit :

Partenaires	Type	Assiette de l'aide	Taux d'aide	Montant maximum de la subvention €
Scientalab	PME	636 280,00	59,72%	380 000
MICS	Laboratoire de recherche	119 959,80	100,00%	119 959,80
Institut Pasteur	Laboratoire de recherche	71 904,64	100,00%	71 904,64
Arkhan	PME	277 596,00	60,00%	166 557,60
Surge	PME	555 571,20	60,00%	333 342,72
Hopital Foch	Laboratoire de recherche	100 000	100,00%	100 000
TOTAL		1 761 311,64		1 171 764,76

Subordonne le versement des subventions à la signature des conventions types conformes à la délibération n° CP2022-046 du 28 janvier 2022 modifiées, et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 171 764,76 € au titre du dispositif « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique », prélevée sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700401 « Soutien aux projets de R&D des

entreprises à fort potentiel économique » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet en annexe 6 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6 : Pack IA - Tranche 3 - Pilotage

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement TPE/PME » au financement du dispositif d'accompagnement à l'appropriation des technologies d'Intelligence Artificielle pour les PME et ETI franciliennes, porté par le Hub France IA et l'Institut Mines Telecom, tel que décrit en annexe 7 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 37 200€.

Approuve la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 22 800 € à destination du Hub France IA au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », Programme HP 61-001 "Soutien à la création et au développement des entreprises" et action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises" du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 14 400 € à destination de l'IMT au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », Programme HP 61-001 "Soutien à la création et au développement des entreprises" et action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises" du budget 2023.

Article 7 : PACK IA - Phase 2 - Tranche 3 - Volet Réalisation

Approuve la convention de délégation de gestion relative au dispositif Pack IA entre la Région et l'IMT jointe en annexe 9 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 111 000 € à destination de l'IMT, au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », Programme HP 61-001 "Soutien à la création et au développement des entreprises" et action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises" du budget 2023.

Article 8 : Pack Quantique - Projet GAUPRO

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D » au financement des Projets Quantiques de R&D figurant en annexe 10 à la présente délibération, par l'octroi d'une subvention de 141 033 € à destination de la société Multiverse Computing.

Approuve la convention jointe en annexe 11 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 11 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 141 033 € à destination de Multiverse Computing au titre du dispositif « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique », prélevée sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700401 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet en annexe 10 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 9 : Pack Quantique - Projet AQADEF

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D » au financement des Projets Quantiques de R&D figurant en annexe 12 à la présente délibération, par l'octroi d'une subvention de 184 500 € à destination de la société QbitSoft.

Approuve la convention jointe en annexe 13 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature des conventions jointes en annexe 13 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 184 500 € à destination de QbitSoft au titre du dispositif « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique », prélevée sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700401 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet en annexe 14 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 10 : PIA 4 régionalisé – Action I-Démo régional » dans le cadre du suivi de Contrat plan Etat-Région 2021-2027

Approuve l'avenant à la convention financière avec Bpifrance, figurant en annexe 14 à la présente délibération.

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une dotation de 4 000 000 €, en vue de la mise en place du Fonds « PIA Île-de-France », axe « Projets I DEMO ».

Subordonne l'attribution de la dotation à la signature de l'avenant à la convention jointe en annexe 14 et autorise la présidente à le signer.

Affecte une autorisation de programme de 4 000 000 € au fonds « I DEMO PIA » sur le volet subvention, disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-004 « Soutien en matière de R&D », action 567004014 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget

2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 », Projet 4105 « Projets structurants pour la compétitivité (PSPC) ».

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une subvention de fonctionnement de 100 000 € en vue de la prise en charge des frais de gestion liés au dispositif PIA 4 Île-de-France, axe « Projets I DEMO ».

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002074 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 », Projet 4105 « Projets structurants pour la compétitivité (PSPC) ».

Article 11 : PIA 4 régionalisé - Axe « Projets de filières » - Action « Grands Lieux d'Innovation » dans le cadre du suivi de Contrat plan Etat-Région 2021-2027

Approuve l'avenant à la convention financière avec Bpifrance, figurant en annexe 15 à la présente délibération.

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une dotation de 1 500 000 €, en vue de l'abondement du Fonds « PIA 4 Île-de-France », axe « Projets de filières », action « Grands Lieux d'Innovation ».

Subordonne l'attribution de la dotation à la signature de l'avenant à la convention jointe en annexe 15 et autorise la présidente à le signer.

Affecte une autorisation de programme de 750 000 € au fonds « Filières PIA » sur le volet subvention, disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002044 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 », Projet 4102 « Grands Lieux d'Innovation Leader PIA ».

Affecte une autorisation de programme de 750 000 € au fonds « Filières PIA » sur le volet avance remboursable, disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002044 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 », Projet 4102 « Grands Lieux d'Innovation Leader PIA ».

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une subvention de fonctionnement de 37 500 € en vue de la prise en charge des frais de gestion liés au dispositif PIA 4 Île-de-France, axe « projets de filières », action « Grands Lieux d'Innovation ».

Affecte une autorisation d'engagement de 37 500 € disponible sur le chapitre budgétaire

936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002074 « structures d'appui à l'innovation » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 », Projet 4102 « Grands Lieux d'Innovation Leader PIA ».

Article 12 : Abondement d'Innov'up Leader PIA 4 dans le cadre du suivi du Contrat de plan Etat-Région 2021-2027

Approuve l'avenant à la convention financière régionale « Programme Investissement d'Avenir – PIA 4 » Projets d'Innovation entre Bpifrance et la Région, en annexe 16 à la présente délibération.

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une dotation de 5 000 000 € en vue de la mise en place d'un Fonds « PIA 4 Île-de-France », axe « Projets d'innovation ».

Subordonne l'attribution de la dotation à la signature de l'avenant figurant en annexe 16 et autorise la présidente à le signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 300 000 € afin d'abonder le fonds Innov'up sur le volet subvention, disponible sur le chapitre budgétaire 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 (567002) « Soutien à l'innovation », action 567002014 « Soutien à l'innovation » du budget 2023.

Affecte une autorisation de programme de 1 700 000 € pour abonder le fonds Innov'up sur le volet avance remboursable, disponible sur le chapitre budgétaire 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67- 002 (567002) « Soutien à l'innovation », action 567002014 « Soutien à l'innovation » du budget 2023.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 : Volet 4 – « Développement économique, emploi et formation professionnelle » ; Sous-volet 41 – « Volet Régional du PIA 4 » ; Projet 4101 – « Fonds stratégique d'investissement ».

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une subvention de fonctionnement en vue de la prise en charge des frais de gestion de 125 000 € liés au dispositif PIA 4 Île-de-France, axe « Projets d'innovation » 2023.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 125 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », Programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2023.

Article 13 : Soutien à l'animation de la filière ville durable et aux entreprises qui accélèrent la transition écologique (Fondation Solar Impulse)

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » à l'accélération de la transition écologique du territoire par le développement des entreprises franciliennes qui portent des innovations dans ce domaine, tel que décrit en annexe 17 à la présente délibération, par l'attribution à la Fondation Solar Impulse d'une subvention d'un montant de 300 000 €.

Approuve la convention jointe en annexe 18 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention mentionnée à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 300 000 € sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », programme HP632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », Action 16300105 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI », du budget régional 2023.

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage anticipé dans la fiche-projet en annexe 17 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier.

Article 14 : Soutien au Design Spot de l'Université Paris-Saclay pour le programme « Poc in Lab »

Décide de participer au titre du dispositif « Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération de projets » au financement du projet « Poc in lab » porté par l'Université Paris Saclay détaillé dans la fiche projet en annexe 19 à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum de 52 851 €.

Approuve la convention jointe en annexe 20 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention mentionnée à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 52 851 € sur le chapitre 936 « Action économique » – code fonctionnel 67 « recherche et innovation » – programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation » – action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2023.

Article 15 : Journée de l'innovation JOP de la Région Ile-de-France

Décide de soutenir la série d'événements Journée de l'innovation JOP de la Région Ile-de-France.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 16 : Soutien à Capital Games pour l'organisation de la Game Connection

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux événements et manifestations dans les domaines des contenus numériques, de l'internet et du multimédia », au financement du projet présenté en annexe 21 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 21 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 17 : Participation de la Région à l'événement Sport Unlimitech to Perf

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques, de l'internet et du multimédia », au financement du projet présenté en annexe 22 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 5 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 5 000 € disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evènements et acteurs numériques » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 22 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 18 : Etude Souveraineté sur les semi-conducteurs

Décide de régulariser l'erreur matérielle survenue dans la désignation du bénéficiaire.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiche Projet lanceur SIRIUS

DOSSIER N° 23005956 - Projet de lanceur spatial SIRIUS - grand projet de R et D**Dispositif** : Grands projets de R&D (n° 00001076)**Délibération Cadre** : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019**Imputation budgétaire** : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	11 999 508,00 € HT	25,00 %	3 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIRIUS SPACE SERVICES

Adresse administrative : 1 PLACE DU SUD
92800 PUTEAUX

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Antoine FOURCADE, Président

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 1 mai 2023 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses du projet ont démarré le 1^{er} mai 2023.**Description :**

La société Sirius Space Services développe une gamme de petits lanceurs spatiaux en vue de mettre sur une orbite héliosynchrone de 600 km des charges de 175 à 800 kg depuis le Centre Spatial Guyanais avec un premier lancement attendu en 2026. Seule société à avoir remporté deux appels à projet France 2030 dans le domaine spatial, elle est reconnue par l'ensemble de l'écosystème spatial étatique (SGDSN, CNES, DGA, DGE) et privé (partenariats avec les grands acteurs).

La société prévoit une gamme de trois lanceurs. D'abord SIRIUS 1, capable de mettre en orbite 175 kg, puis SIRIUS 13 avec 500 kg de capacité et SIRIUS 15 avec 800 kg de capacité. Grâce à cette logique incrémentale, la société vise un prix de lancement compris entre 10 000 et 15 000 € par kilo dans un premier temps, puis 7 000 € par kilo lorsque les lanceurs seront réutilisables. Pour atteindre la performance visée de 800 kg de masse en orbite, il faut d'abord réussir le développement de SIRIUS 1, objet de la demande de soutien pour la fabrication de l'ensemble des prototypes et exemplaires d'essais, ainsi que la qualification de la première configuration de vol SIRIUS 1.

Le projet soumis à la Région, d'un budget de 12 M€, permettrait la création de 200 emplois et l'émergence du potentiel champion européen des petits lanceurs spatiaux. Afin de garder en Île-de-France cette pépite du spatial très convoitée par d'autres régions – notamment l'Occitanie – il est préconisé de soutenir cette société.

Le projet s'étalerait d'août 2023 à décembre 2025, soit 29 mois, pour un budget de 12 millions d'euros d'activités en Île-de-France et prévoyant 200 recrutements sur cette période. Des points d'avancement, conditions préalables aux demandes d'acompte et de solde, devront *a minima* être programmés pour les jalons suivants :

- revue de conception préliminaire du système de lancement ;
- revue de conception détaillée du système de lancement ;

- revue de validation et programmation des campagnes d'essais à feu en Guyane ;
- revue de qualification sol du système de lancement.

Ces lanceurs sont stratégiques pour l'Europe et permettront aux petits satellites de bénéficier d'une mise en orbite rapide et précise. Ils sont aujourd'hui embarqués « en opportunité » comme passager secondaire, mais l'augmentation du nombre de petits satellites à mettre en orbite ne rend pas cette option viable.

L'enjeu est l'émergence du premier – et unique – acteur européen « mini-lanceur ». Compte tenu de la compétitivité mondiale et de la taille du marché prévisible, la viabilité économique de nombre de projets de petits lanceurs dans le monde est douteuse, à moins qu'ils n'obtiennent un soutien public très important. Les startups sont donc lancées dans un véritable Squid Game. L'approche incrémentale de la société et son objectif de réutilisation des lanceurs est adaptée à cet impératif.

Ainsi, la startup est donc crédible techniquement et son positionnement capacitaire et commercial est adapté au marché.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Créations d'emplois	200
Assiette de dépenses éligibles (M€)	12
Ratio sub / emploi (€)	15 000
% soutien régional	25 %
Subvention Grand Projet de R&D (M€)	3

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Main d'oeuvre	6 689 923,00	51,52%
Fabrication structures des lanceurs	1 535 000,00	11,82%
Fabrication propulsion	1 977 600,00	15,23%
Fabrication systèmes électriques et logiciels	975 000,00	7,51%
Fabrication ensemble propulsif fonctionnel	470 000,00	3,62%
Frais généraux liés à chaque lot	1 337 985,00	10,30%
Total	12 985 508,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 000 000,00	23,10%
Fonds propres	9 985 508,00	76,90%
Total	12 985 508,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020.

Annexe 2 - Convention Projet lanceur SIRIUS

CONVENTION

N°23005956

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°2023-327 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « **la Région** »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SIRIUS SPACE SERVICES
dont le statut juridique est : Société par Actions Simplifiées
N° SIRET : 883 112 971 000 63
Code APE : 72.19Z
dont le siège social est situé au : 1 place du Sud, 92 800, Puteaux
ayant pour représentant Monsieur Antoine FOURCADE, Président Directeur général,
ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le soutien aux grands projets de R&D consiste à financer des projets d'envergure, à fort contenu technologique, combinant un réel impact en emplois en Île-de-France et une forte capacité de structuration et d'entraînement pour les filières stratégiques franciliennes. Ces projets, par leur nature exceptionnelle, ouvrent la voie à la consolidation d'activités technologiques et économiques nouvelles en Île-de-France, renforçant ainsi l'attractivité de la Région et son leadership au plan mondial.

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 36-15 du 10 juillet 2015, modifié par la délibération CP 2019-163 du 19 mars 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles approuvées par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020.

Des revues de projet sont organisées pour chaque passage de jalon technique et a minima à fréquence annuelle, afin de faire part à la Région de l'état d'avancement du projet ou de justifier toute demande de versement d'acompte ou de solde.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-327 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir Sirius Space Services pour la réalisation de l'opération suivante dont les descriptifs complets figurent :

- à l'annexe dénommée « fiche projet »,
 - à l'annexe financière,
 - ainsi que le cas échéant à l'annexe dénommée plan d'actions territorial et d'insertion sociale,
- annexés à la présente convention : Projet de lanceur spatial SIRIUS (référence dossier n° 23005956).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 25 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 11 999 508 €, soit un montant maximum de subvention de 3 000 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « annexe financière » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans les annexes telles que listées ci-dessus.

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet présenté dans un délai de 30 mois, à compter du 1^{er} mai 2023, date de démarrage du projet, telle que présenté dans les annexes de la présente convention, et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- créer 200 ETP en CDI et pérenniser 50 ETP en CDI des emplois en Île-de-France, par catégories, tel que détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention,
- réaliser le plan d'actions d'ancrage territorial et d'insertion sociale, tel qu'annexé à la convention,
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le projet décrit dans la fiche-projet et l'annexe financière.

Les engagements en matière d'emplois maintenus et créés, tel que présenté à l'article 2 et dans la fiche-projet, constituent un plafond et ne sont pas fongibles entre eux. Toute création ou tout maintien d'emplois supérieurs aux engagements ne pourront entraîner une modification, ou un recalcul de la subvention.

Par ailleurs, les emplois créés ne pourront venir compenser les emplois détruits, et s'apprécieront donc en sus des emplois maintenus, et par catégories.

Ces données s'apprécient par catégories d'emplois, tel que détaillé à la fiche-projet. Chaque donnée par catégorie d'emploi est un plafond, toute création en sus ne pourra impacter le montant de la subvention.

Par ailleurs, ces engagements par catégories d'emplois s'entendent indépendamment les unes des autres, et ne pourront se compenser.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier vingt-cinq (25) offres de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES, COMPTABLES ET JURIDIQUES

Le bénéficiaire s'engage à :

- ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du projet sans en informer au préalable la Région,
- informer la Région immédiatement des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans la réalisation du projet : des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du projet, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière. Toute modification des dépenses liées au projet devra se faire après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région, sur demande du bénéficiaire, et lorsque l'incidence de la modification reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant global du projet. Dans l'hypothèse où le projet subit des modifications successives, le respect ou le dépassement de ce pourcentage est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés. Toute modification non substantielle du projet pourra faire l'objet d'un avenant à cette convention.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région de toute modification du capital affectant le contrôle du bénéficiaire ou de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation du projet aidé, doit jusqu'à l'expiration de la convention, dans un délai de 30 jours à compter de l'approbation par l'assemblée générale du bénéficiaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné, sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de deux ans à compter du dernier versement de l'aide.
- Respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'État et notamment à attribuer les aides sur le fondement des régimes d'aides d'État définis par la Région,
- Communiquer à la Région toutes les aides qu'il aurait reçues sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du projet aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce projet, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région au versement du solde, les éléments techniques suivants :

- un rapport de fin de projet, rendant compte de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes),
- une présentation de l'évolution des effectifs des sites concernés par le projet, en spécifiant les évolutions directement liées au projet, justifiées via une déclaration sur l'honneur, les déclarations annuelles des données sociales (DADS), ou tout document permettant d'attester de la création ou du maintien des emplois, sur la durée du projet, auprès du bénéficiaire, tel que prévu à l'article 2.1,
- les documents attestant les dépenses en matière de propriété intellectuelle et de dépôt de brevet (frais de conseils en propriété intellectuelle, numéro de demande d'enregistrement de brevet, publication au bulletin officiel, etc.),
- un compte rendu de la réalisation du plan d'action territorial et d'insertion social,
- une attestation sur l'honneur du maintien des investissements soutenus et réalisés au titre du projet (équipements, machines, etc.),
- une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale.

Des éléments administratifs et financiers seront également demandés au moment du versement du solde tel que prévu à l'article 3.2.3.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE SUIVI

Le bénéficiaire s'engage à organiser et participer à fréquence biannuelle au minimum, une revue de projet et comités de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région, pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du projet et de ses résultats. Ce rapport intermédiaire portera notamment sur l'état d'avancement du projet de R&D, du plan d'actions territorial et d'insertion sociale, et sur l'évolution des effectifs.

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Les bénéficiaires solidaires sont engagés au même titre que le bénéficiaire à se soumettre au présent contrôle.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite. Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS DE MAINTIEN EN ÎLE-DE-FRANCE DES INVESTISSEMENTS SOUTENUS ET DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le bénéficiaire s'engage à maintenir en Île-de-France, après l'achèvement du projet, les investissements soutenus et réalisés au titre du projet (équipements, machines, etc.) pendant un minimum de cinq ans.

Cette condition n'empêche pas le remplacement d'une installation ou d'un équipement devenus obsolètes ou endommagés, pour autant que l'activité économique soit maintenue sur le site considéré pendant la période minimale susmentionnée.

Le bénéficiaire s'engage à conserver, pendant le projet et après un minimum de cinq ans suivant son achèvement, la propriété intellectuelle soutenue au titre du projet (notamment les brevets).

Ces obligations pourront faire l'objet de demandes de pièces ou de contrôle de la part de la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans un délai de trois (3) mois suivant la notification de la subvention, en proportion du taux de la subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie suffisante. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 20 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Les pièces à fournir pour les demandes d'avance sont les suivantes :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un plan de trésorerie de la structure bénéficiaire, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Ce plan de trésorerie doit attester d'un besoin de trésorerie du bénéficiaire.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- une DVS signée par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Ces acomptes ne pourront être sollicités qu'à condition qu'un point d'avancement du projet a été réalisé avec la Région dans les trois mois précédant la demande d'acompte. Les acomptes devront correspondre à des jalons techniques mesurables :

- revue de définition préliminaire ou de définition détaillée ;
- revue de conception, d'assemblage, d'intégration ou de fabrication ;
- revue de validation, de tests ou de qualification ;

Dans le cas où l'avancement correspondant au jalon n'est pas jugé suffisant par les services de la Région, ceux-ci pourront émettre des réserves que le bénéficiaire devra lever avant de renouveler sa demande d'acompte ou proposer une réduction de l'acompte.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne pourra être versée en totalité qu'après vérification du respect des engagements en matière d'emploi, tel que prévu à l'article 2 et à la fiche projet, et sur présentation des pièces techniques tel que prévu à l'article 2.4.

En outre, la subvention ne pourra être versée en totalité qu'après le passage de la revue de qualification du lanceur SIRIUS 1.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- une DVS signée par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état détaillant les modalités de calcul de l'indicateur de suivi de l'objectif opérationnel concernant le respect des engagements en matière d'emploi prévu à l'article 2 (ratio emploi),
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du bénéficiaire, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.

Au vu des documents fournis par le Bénéficiaire pour le solde du projet :

- soit la Région constate l'achèvement du projet et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues à l'article 3,
- soit la Région constate l'absence de réalisation totale ou partielle des engagements formalisés l'article 2, et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 6 relatifs à la restitution ou au non versement de la subvention,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du projet et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 6 relatifs à la restitution ou au non versement de la subvention.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visés à l'article 6 vient à se produire ou si elle constate que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du bénéficiaire ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du projet.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires

de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le bénéficiaire de cette situation dans les meilleurs délais.

En cas de projets menés par des unités mixtes de recherche sous tutelle d'organismes publics, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes, dans le cadre du projet mentionné à l'article 1, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, sont prises en compte.

Le constat de fin de projet peut être demandé par le bénéficiaire, de manière anticipée, à la Région, en cas d'abandon de sa participation au projet.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Par ailleurs, la subvention régionale attribuée sera également révisée lors de la demande de solde au prorata de réalisation du ratio emploi tel que défini à l'article 2. Le cas échéant, le solde révisé après application du ratio emploi fera l'objet d'un mandat ou d'un titre de recettes en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} mai 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

La convention prendra fin 5 ans à compter de la date de clôture du projet ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION OU NON PAIEMENT DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution partielle ou intégrale de la subvention versée en cas de déficit de déclaration de modification du capital entraînant un changement de contrôle du bénéficiaire, tel que prévu à l'article 2.4, ou si la Région estime que la modification de capital est de nature à compromettre la réalisation du projet soutenu.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre de la présente convention serait réduite à due proportion par le non-versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 6.1 : MODALITES APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS RELATIFS AU MAINTIEN DES INVESTISSEMENTS SOUTENUS

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution partielle ou intégrale de la subvention en cas de non-respect des engagements en matière de maintien des investissements soutenus (machines, équipements, etc.), tel que prévu à l'article 2.7.

Cette restitution se fera a minima à hauteur des dépenses prises en compte au moment du solde en matière d'équipement et compte tenu du taux d'intervention régional.

ARTICLE 6.2 : MODALITES APPLICABLES EN CAS DE CESSIION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution partielle ou intégrale de la subvention en cas de non-respect des engagements en matière de maintien de la propriété intellectuelle, tel que prévu à l'article 2.7.

Dans le cas où la Région aurait soutenu, via la présente convention la délivrance de brevet, via la prise en compte de dépenses de propriété intellectuelle, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de ce soutien en cas de cession de l'entreprise ou en cas de cession du ou des brevet(s).

Cette restitution se fera à hauteur des dépenses prises en compte au moment du solde en matière de propriété intellectuelle pour le projet et compte tenu du taux d'intervention régional. Cette restitution se fera à hauteur des dépenses réalisées

La restitution est calculée en multipliant le taux d'intervention aux dépenses en matière de propriété intellectuelle prises en compte pour le solde.

ARTICLE 6.3 : AUTRES MODALITES APPLICABLES

Dans les cas prévus par l'article 3 ainsi que l'article 6, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le bénéficiaire.

Les sommes versées au bénéficiaire ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 2.5.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : ÉVALUATION DES RETOMBÉES DU PROJET – DURÉE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le bénéficiaire sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le bénéficiaire et l'expert.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes ;

- la fiche projet.
- l'annexe financière,
- le plan d'actions territorial et d'insertion sociale,

adoptée par délibération N° CP2023-327 du 21 septembre 2023.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen-sur-seine, en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le Président
de SIRIUS SPACE SERVICES
Monsieur Antoine FOURCADE

ANNEXE financière

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres	35,5	166 890	5 924 595,00 €
1b	Techniciens	21,875	80 057	1 751 239,58 €
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet	44,00 €	7 740	340 560,00 €
Total T1 :				8 016 394,58 €
Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.			148,0736434	

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	1 603 278,92
2b	Achats consommés ou incorporés	2 313 613,00
Total T2 :		3 916 891,92

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	
3g	Laboratoires ou centres techniques	
3h	Autres prestations et sous-traitances	
Total T3 :		0,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	118 500,00
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	933 720,00
Total T4 :		1 052 220,00

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
Total T5 :		
Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 = 12 985 506,50

Une part des travaux seront sous-traitées à Air Liquide Advanced Technologies et Safran Data Systems. Elles sont retirées de l'assiette totale, qui représente alors 11 999 508 €.

ANNEXE RSE

La création d'une usine de fabrication et d'industrialisation des micro-lanceurs Sirius s'inscrit dans la politique environnementale globale de SIRIUS SPACE SERVICES et permet de concrétiser les engagements de la société pour réduire son impact environnemental.

La société souhaite ainsi revaloriser un bâtiment industriel existant en région Île-de-France pour y installer ses activités et renforcer le développement de la filière aérospatiale. L'usine pilote de SIRIUS SPACE SERVICES située en région Île-de-France sera une démonstration concrète de l'engagement de la société en matière d'environnement :

- La **revalorisation d'un site industriel existant** avec une bonne performance environnementale et des travaux récents d'aménagements ;
- La réalisation de travaux à venir en vue d'une **certification Haute Qualité Environnementale (HQE)**, avec notamment l'installation de plus de **250 m² de panneaux solaires photovoltaïques** pour une puissance générée évaluée à **50 MWh par an** et l'intégration de systèmes de réduction de la consommation énergétique ;
- L'optimisation des procédés de fabrication et des machines identifiés afin de **réduire les pertes et la consommation** liées à l'industrialisation, et la réorientation des déchets vers des filières spécialisées ;
- L'intégration d'un **Système de Management Environnemental** afin de mesurer, piloter et améliorer la performance de la société ainsi que mettre en place les mesures nécessaires à la réduction de l'impact environnemental.

Par ailleurs, la société souhaite mettre en place des mesures permettant de réduire les inégalités et favorisant l'intégration de jeunes issus de minorités, avec pour objectif notamment d'intégrer plus de femmes dans les équipes d'ingénierie. Dans le cadre des activités de réduction de l'impact environnemental, SIRIUS SPACE SERVICES souhaite également porter la mise en place de partenariats avec des sociétés durables pour les achats liés à l'usine et ainsi favoriser le développement d'une filière industrielle plus responsable en Île-de-France.

L'intégration de mesures environnementales et sociales fortes dans le projet financé par la Région Île-de-France permet de définir trois engagements, liés à l'implantation de l'usine sur le territoire et présentés ci-après.

ENGAGEMENT n°1 : SIRIUS SPACE SERVICES s'engage à la certification HQE de l'usine de fabrication et d'industrialisation de ses lanceurs Sirius.

SIRIUS SPACE SERVICES souhaite réaliser des travaux sur le site existant et mettre en place les mesures nécessaires à la certification HQE (Haute qualité environnementale). La société se fera accompagner par un bureau d'études spécialisé dans les bâtiments HQE, pour une certification prévue 12 mois après la date de début des travaux. Plusieurs cibles sont à définir pour permettre à la société de maîtriser son impact et ainsi satisfaire au moins 7 critères HQE. Les critères principaux sur lesquels souhaite investir SIRIUS SPACE SERVICES portent sur la gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets générés par l'activité, le confort des collaborateurs ainsi que leur santé vis-à-vis des conditions sanitaires et de la qualité de l'environnement de travail. Dans le cadre de travaux d'aménagement et de revalorisation du site, une attention toute particulière sera portée aux conditions de réalisation des travaux, ainsi qu'au choix des matériaux et procédés nécessaires au chantier.

Dans le cadre de la certification HQE, SIRIUS SPACE SERVICES s'engage à renforcer spécifiquement ses achats auprès d'entreprises de l'économie sociale et solidaire réalisant de l'insertion par l'activité économique ou relevant du secteur protégé et adapté.

Sirius Space Service s'engage à atteindre dans un délai de deux ans un objectif de :

- 100 % de ses appels d'offres dotés de critères de performance sociale pour ses achats indirects (dits « hors production ») ;
- 10 % minimum de ses achats indirects, ainsi passés auprès de structures inclusives de l'ESS.

A ce titre, Sirius Space Services pourra être accompagné par la Région pour initier une démarche de progrès en termes d'achats inclusifs (webinaire de présentation, sensibilisation des acheteurs, mise en relation avec certaines structures etc.).

ENGAGEMENT n°2 : SIRIUS SPACE SERVICES s'engage à l'intégration d'une logique d'économie circulaire notamment de mise en place des circuits courts de valorisation des déchets. Cet engagement se concrétisera en particulier par la signature de partenariats avec des acteurs spécialisés dans le traitement de déchets industriels.

Pour soutenir l'intégration d'une logique d'économie circulaire, SIRIUS SPACE SERVICES souhaite mettre en place les **partenariats nécessaires à l'organisation de circuits courts** pour trier, réorienter et revaloriser les déchets et pertes générés par les activités de la société dans l'usine :

- Tous les effluents de lubrification des machines et outillages seront collectés et réutilisés ou réorientés vers des filières spécialisées.
- Tous les déchets spécifiques ou pertes liés au fonctionnement des machines seront collectés et réorientés vers des filières spécialisées.
- Des partenariats seront mis en place pour réorienter les pièces ou structures des lanceurs en fin de vie vers des filières spécialisées permettant de réutiliser les matières premières et de les réinjecter dans d'autres domaines.
- Une attention particulière sera portée à l'approvisionnement de matières premières déjà recyclées, permettant de supporter le développement d'une filière aérospatiale plus durable.

Les partenariats seront tissés en priorité avec des sociétés de la région Île-de-France pour soutenir le développement de circuits courts et avec des sociétés portant des projets responsables et respectueux de l'environnement. Une attention particulière sera portée sur le choix de partenaires inclusifs, favorisant l'intégration de communautés défavorisées et leur insertion dans le monde du travail.

ENGAGEMENT n°3 : SIRIUS SPACE SERVICES s'engage à créer un pôle de formation dédié aux domaines de l'industrie et de l'aérospatial pour créer des compétences tout en réduisant les inégalités.

Pour rappel, le projet soumis à la Région permettra la création de 200 emplois.

SIRIUS SPACE SERVICES souhaite participer à la création d'un pôle de compétences dédié au domaine aérospatial et notamment à l'industrialisation. L'objectif pour la société est de créer des partenariats avec des écoles et universités (lycées et instituts de formation comme l'IUT de Ville d'Avray/Nanterre/Saint-Cloud et le DUT Génie Mécanique Et Productique) pour accueillir des étudiants en stage ou sur des projets d'étude afin de les accompagner et de les former sur des thématiques spécifiques. Une priorité sera donnée à la formation de techniciens et d'ingénieurs sur des techniques de fabrication innovante, par exemple la fabrication additive. Pour renforcer l'accueil et la formation de jeunes, SIRIUS SPACE SERVICES mettra à disposition son fablab pour permettre une prise en main des machines et une meilleure intégration des étudiants dans le cadre d'activités industrielles compétitives. Ce centre de formation fournira également l'opportunité pour SIRIUS SPACE SERVICES de travailler à la réduction des inégalités, avec pour priorité de favoriser la mixité et ainsi l'insertion de femmes dans le domaine de l'industrie aérospatiale. A ce titre, la société s'engage à formaliser un partenariat avec une association qui agit pour l'égalité des femmes dans le métier d'ingénieur, telle que *Elles Bougent*.

SIRIUS SPACE SERVICES souhaite également **participer à des salons ou des interventions dans des écoles** permettant de favoriser l'intégration de minorités ou de jeunes en situation de décrochage et les pousser à rejoindre le secteur de pointe de l'industrie spatiale.

A ce titre, Sirius Space Services **s'engage à accueillir au sein de ce pôle de compétences, un minimum de 20% de femmes et 15% de jeunes issus de QPV**. L'entreprise déploiera à cette fin des actions et une communication volontaristes et pourra s'appuyer sur des partenariats ad-hoc avec des acteurs associatifs.

Enfin, pour appuyer cette démarche d'ouverture à la diversité et de promotion de l'emploi féminin dans l'industrie aérospatiale, SIRIUS SPACE SERVICES proposera à l'automne 2023 à ses collaborateurs un **atelier de sensibilisation au recrutement inclusif proposé par les services de la région Île-de-France**.

La mise en œuvre progressive de ces trois engagements fera l'objet d'un comité de suivi entre la Région Île-de-France et Sirius Space Services, ayant lieu tous les 6 mois durant toute la durée de la convention de subventionnement.

Annexe 3 - Reglement intervention Chèque Cyber Diagnostic et Equipement

ANNEXE 5

Règlement d'Intervention

Chèques Cyber Île-de-France pour la protection des PME franciliennes : diagnostic et investissement

BASE(S) RÉGLEMENTAIRE(S)

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Articles L. 1511-2 et L1611-7 I du code général des collectivités territoriales.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Conformément à la stratégie régionale de développement économique et d'innovation pour la période 2022-2028, adoptée par délibération CR 2022-019 et en particulier l'axe relatif à la défense de la souveraineté industrielle et numérique et l'objectif de protéger les TPE, PME et ETI contre l'exposition au risque de cyberattaque...), le présent dispositif a pour objectifs de :

- aider les PME à évaluer leur dispositif de sécurité et à mettre en place les actions pour être plus résilientes,
- accompagner les PME à s'équiper et se protéger contre le risque Cyber.

Le dispositif « chèques Cyber en faveur des PME franciliennes » incarne le volet préventif de la politique Cyber mise en œuvre par la Région. Il complète ainsi l'offre Cyber aux PME, le CSIRT (Computer Security Incident Response Team) / CERT régional prenant en charge le volet défensif lorsque les entreprises sont victimes d'attaques Cyber.

Ce dispositif se décline sous forme de deux aides complémentaires :

1. **Le chèque « diagnostic Cyber Île-de-France »**
2. **Le chèque « investissement Cyber Île-de-France »**

1. LE CHEQUE « DIAGNOSTIC CYBER ÎLE-DE-FRANCE »

Objet de l'aide

Le chèque « diagnostic Cyber Île-de-France » consiste en un soutien financier de 5 000 € maximum visant à permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser les actions suivantes :

- ☛ Analyser les risques numériques et de cybersécurité : faire un état des lieux de la sécurisation numérique de « 1^{er} niveau » de l'entreprise inspiré de la méthodologie ANSSI ;
- ☛ Réaliser un audit technique et/ou organisationnel adapté à la taille de l'entreprise, sa maturité numérique, la complexité de ses systèmes ;
- ☛ Définir un plan d'actions Cyber détaillé : mesures de sécurité à déployer et calendrier de mise en œuvre.

Le diagnostic Cyber est une première démarche et une étape incontournable avant tout arbitrage et décision d'investissement.

Public éligible

Sont éligibles les entreprises (personnes morales de droit privé), associations ayant une activité économique (assujetties à la TVA) :

- comptant entre 10 et 249 salariés et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total bilan n'excède pas 43 millions d'euros,
- qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ces seuils d'effectifs et de chiffre d'affaires,
- dont le siège et/ou l'établissement est situé en Île-de-France,
- immatriculés depuis au moins six mois au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers,
- qui ne répondent pas à la notion d'entreprises en difficulté.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment¹ :

- un justificatif d'identité du représentant légal,
- un extrait Kbis ou D1/RNE de moins de 3 mois,
- un RIB au nom de l'entreprise,
- un justificatif comptable attestant de l'activité de l'entreprise²,
- attestation sur l'honneur portant sur les aides « de minimis » perçues et demandées au cours des 2 derniers exercices fiscaux et de celui en cours,
- les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis ou convention de service qui devra décrire le périmètre de la prestation et préciser les livrables de la mission) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention interviendra dans un second temps sur transmission des factures acquittées et après vérification de la bonne réalisation des prestations.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication, en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au chèque octroyé. Tous les événements de relation publique ou opérations de médiatisation liées au chèque octroyé font expressément référence à l'implication de la Région. De même, l'entreprise s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées au chèque, décidées par la Région. Il s'engage à respecter les principes d'équité et de non-discrimination sur les différents supports de communication. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF.

¹ La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

² Au choix (année n, n-1) : attestation d'un expert-comptable : modèle 1 (entreprises avec expert-comptable) ou modèle 2 (entreprise récente) ; liasse fiscale ; bilan simplifié (DGFIP N° 2033-A-SD) ; récépissé du dépôt d'un acompte provisionnel de TVA (formulaire 11744*10) pour les entreprises au régime réel simplifié de création récente.

Le bénéficiaire s'engage sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire de l'aide n'est pas soumis à l'obligation de publication d'offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> énoncée dans la délibération n° CR 08-16 du 17 mai 2017 modifiée.

Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa. Ce tiers devra être labellisé par un acteur reconnu (certification PASSI de l'ANSSI, label France Cybersécurité, label CCI) et être francilien (siège et/ou établissement situé en Île-de-France).

Sont éligibles les dépenses ayant pour objet de réaliser un diagnostic Cyber, soit de dresser un état des lieux de l'exposition de l'entreprise aux risques Cyber et de définir un plan d'actions pour mieux se protéger.

Parmi les dépenses éligibles, on compte notamment :

- Audits techniques : diagnostics des équipements, de l'état de la sécurité informatique (cartographie des actifs et des applicatifs, analyse des systèmes, analyse du niveau de maturité Cyber), tests de vulnérabilité et d'intrusion ;
- Audits d'architecture : réseau, infrastructure, interconnexions avec des réseaux tiers, et notamment Internet ;
- Audits de conformité interne et/ou sectorielle (équipements réseau, systèmes d'exploitation, serveurs, postes de travail, applications, process) ;
- Audit organisationnel : évaluation de la gouvernance Cyber, du schéma directeur SI, des règles d'authentification (gestion des accès/mots de passe), de filtrage, des règles de sauvegarde, des politiques de mise à jour, des outils de sensibilisation au risque Cyber des équipes, des dispositifs de gestion de crise ;
- Exercices de crise et audit de plans de continuité d'activité (uniquement en complémentarité avec d'autres activités d'audit décrites parmi la présente liste).

Le diagnostic sera obligatoirement assorti d'un rapport détaillé sur les vulnérabilités critiques identifiées et un plan d'actions détaillant les mesures correctives proposées, classées par criticité et par complexité et / ou coût estimé.

Sont exclues du dispositif les dépenses suivantes :

- l'analyse forensic,
- l'audit de code ;
- la gestion de projet (assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation d'appel d'offres ou dans le choix de prestataires ou de solutions, accompagnement à la mise en œuvre, implémentation des outils, pilotage de projet...).

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale de six mois**.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées à compter du 21 septembre 2023 et dans un délai maximal de 12 mois après la date de notification de l'aide.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **5 000 €** sous forme de subvention.

Un même porteur ne peut être bénéficiaire de l'aide « chèque diagnostic Cyber Île-de-France » qu'une seule fois.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux d'intervention de la Région s'élève au maximum à **80 % des dépenses éligibles**, suivant les fourchettes de dépenses détaillées plus bas et dans la limite de 5 000 euros.

Si les dépenses éligibles (HT) sont inférieures à 4 000 euros, le dispositif ne s'applique pas.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé sur la base des dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant HT des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 4000 €	3200 €
A partir de 5000 €	4000 €
A partir de 6250 €	5000 €

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures à 4000€, le dossier sera jugé irrecevable.

La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Cumul des aides

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 80 % du coût de la dépense éligible au chèque diagnostic Cyber Île-de-France.

Le chèque « diagnostic Cyber Île-de-France » est cumulable avec le chèque « investissement Cyber Île-de-France ».

Modalités de versement et caducité

Chaque chèque fait l'objet d'un paiement distinct.

La subvention de fonctionnement sera versée uniquement sur facture(s) acquittée(s). Les factures acquittées devront impérativement mentionner le détail des prestations réalisées. La subvention sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes.

Les demandes de versement prendront la forme d'un paiement unique à réception de(s) facture(s) acquittée(s), dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

La demande de versement doit avoir lieu au plus tard un an après la date de notification de l'aide. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis sa demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

2. LE CHEQUE « INVESTISSEMENT CYBER ÎLE-DE-FRANCE »

Le Chèque « Investissement Cyber Île-de-France » est une aide allant jusqu'à 10 000 € pour couvrir les dépenses d'investissements et se protéger contre la menace qui évolue tous les jours et touche des cibles peu matures et peu préparées.

Public éligible

Sont éligibles les entreprises (personnes morales de droit privé), associations ayant une activité économique (assujetties à la TVA) :

- comptant entre 10 et 249 salariés et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total bilan n'excède pas 43 millions d'euros,
- qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ces seuils d'effectifs et de chiffre d'affaires,
- dont le siège et/ou l'établissement est situé en Île-de-France,
- immatriculés depuis au moins six mois au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers,
- qui ne répondent pas à la notion d'entreprises en difficulté.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment³ :

- un justificatif d'identité du représentant légal,
- un extrait Kbis ou D1/RNE de moins de 3 mois,
- un RIB au nom de l'entreprise,
- un justificatif comptable attestant de l'activité de l'entreprise⁴,
- attestation sur l'honneur portant sur les aides « de minimis » perçues et demandées au cours des 2 derniers exercices fiscaux et de celui en cours,
- les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis ou tout document émis par le prestataire comme une grille tarifaire,...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention interviendra dans un second temps sur transmission des factures acquittées et après vérification de la bonne réalisation des prestations,
- la preuve de réalisation d'un diagnostic Cyber (factures acquittées faisant mention de prestation de diagnostic Cyber) dans les 12 mois précédant la demande par un tiers labellisés par un organisme reconnu (ANSSI, CCI, label France Cybersecurité).

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication, en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au chèque octroyé. Tous les événements de relation publique ou opérations de médiatisation liées au chèque octroyé font expressément référence à l'implication de la Région. De même, l'entreprise s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées au chèque, décidées par la Région. Il s'engage à respecter les principes

³ La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

⁴ Au choix (année n, n-1) : attestation d'un expert-comptable : modèle 1 (entreprises avec expert-comptable) ou modèle 2 (entreprise récente) ; liasse fiscale ; bilan simplifié (DGFIP N° 2033-A-SD) ; récépissé du dépôt d'un acompte provisionnel de TVA (formulaire 11744*10) pour les entreprises au régime réel simplifié de création récente

d'équité et de non-discrimination sur les différents supports de communication. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF.

Le bénéficiaire s'engage sur l'honneur au moment du dépôt de leur demande à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le bénéficiaire de l'aide n'est pas soumis à l'obligation de publication d'offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> énoncée dans la délibération n° CR 08-16 du 17 mai 2017 modifiée.

Nature des dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un ou plusieurs tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement des dépenses d'investissement.

Parmi les dépenses éligibles, on compte notamment :

- les mesures de protection réseau : antivirus, pare-feu, systèmes de détection ou de prévention d'intrusion (IPS/IDS, SIEM, XDR), solutions de détection et d'intervention sur les terminaux (EDR), sécurisation VPN IPsec, VPN SSL, SSH, SFTP, SCP, sécurisation Wifi, systèmes de sauvegarde et de stockage sécurisés, sécurisation des flux internet (proxy), équipements de chiffrement IP ;
- les mesures de mise en conformité aux règlements RGPD, RGS et NIS 2 : chiffrement complet des données et des documents, protection des terminaux, authentification, transfert de fichiers sécurisés ;
- les solutions de protection des sites et applications web (solutions anti-DDoS, pare-feu applicatif, protocole HTTPS, CDN) ;
- les solutions de Cyber veille (Cyber Threat Intelligence) : logiciel de veille de cybersécurité ;
- les scanners de vulnérabilité ;
- les évolutions technologiques de l'environnement informatique et/ou les mises à jour logicielles et systèmes : montée en version des logiciels, systèmes d'exploitation, serveurs, bases de données, modules complémentaires, extensions ; les investissements matériels : caméra, matériel de protection (alarme, badgeuse, coffre-fort, onduleur, lecteur d'empreinte...), capteurs ;
- protection de l'administration technique des SI et mise en place des bastions de l'administration.

Sont exclues du dispositif, les dépenses suivantes :

- achat d'équipement informatique (ordinateur, tablette, téléphonie),
- acquisition de logiciels ne visant pas à améliorer la sécurité du SI de l'entreprise,
- frais de conception ou de développement d'un site Internet,
- réservation de nom de domaine, frais d'hébergement, frais de référencement,
- acquisitions par crédit-bail (leasing),
- frais de formation relatifs à la mise en place d'un logiciel.

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale de six mois**.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées à compter du 21 septembre 2023 et dans un délai maximal de 12 mois après la date de notification de l'aide.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **10 000 €** sous forme de subvention

Un même porteur ne peut être bénéficiaire de l'aide « chèque investissement Cyber Île-de-France » qu'une seule fois.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux d'intervention de la Région s'élève au maximum à **50 % des dépenses éligibles**, suivant les fourchettes de dépenses détaillées plus bas et dans la limite de 10 000 euros.

Si les dépenses éligibles (HT) sont inférieures à 5 000 euros, le dispositif ne s'applique pas.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 5000 € (sur les dépenses **Hors Taxes**) dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes.

Montant HT des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 5000 €	2500 €
A partir de 7500 €	3750 €
A partir de 10000 €	5000 €
A partir de 12500 €	6250 €
A partir de 15000 €	7500 €
A partir de 17500 €	8750 €
A partir de 20000 €	10000 €

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures à 5000€, le dossier sera jugé irrecevable.

La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Cumul des aides

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible au chèque investissement Cyber Île-de-France.

Le chèque « diagnostic Cyber Île-de-France » est cumulable avec le chèque « investissement Cyber Île-de-France ».

Modalités de versement et caducité

Chaque chèque fait l'objet d'un paiement distinct.

La subvention d'investissement sera versée uniquement sur facture(s) acquittée(s). Les factures acquittées devront impérativement mentionner le détail des prestations réalisées.

La subvention sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes.

Les demandes de versement prendront la forme d'un paiement unique à réception de(s) facture(s) acquittée(s), dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

La demande de versement doit avoir lieu au plus tard un an après la date de notification de l'aide. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis sa demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Annexe 4 - Soutien au Grand Lieu d'Innovation FRATHEA de l'Institut Curie

DOSSIER N° 23005946 - Soutien au Grand Lieu d'Innovation "FRATHEA" de l'Institut Curie, pour de meilleures thérapies contre le cancer

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 906-67-20422-167002-400

Action : 16700204- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	5 350 000,00 € HT	37,38 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT CURIE PRESIDENCE

Adresse administrative : 26 RUE D'ULM
75005 PARIS 05 CEDEX

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur Thierry PHILIP, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2023 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La première version de la demande a été transmise en mars 2023, pour des travaux qui doivent débuter à l'été 2023.

Description :

La radiothérapie est utilisée dans le traitement de 50 à 60% des cancers. En 2020, 4,4 millions de nouveaux cas de cancers ont été diagnostiqués en Europe et l'augmentation estimée de 30% du nombre de cas de cancers à l'horizon de 2030 en raison notamment du vieillissement global de la population est une préoccupation majeure de santé publique.

La radiothérapie FLASH (FLASH-RT), découverte à l'Institut Curie en 2014, consiste à délivrer une dose unique d'irradiation dans un temps extrêmement court. Utilisée à l'hôpital, cela permettrait de remplacer les actuels cycles de 20 à 30 séances de radiothérapie avec le même effet thérapeutique, une perspective révolutionnaire pour traiter de nombreux cancers. La mise en œuvre clinique du FLASH pose néanmoins des défis technologiques nouveaux et inexplorés.

L'objectif du projet FRATHEA est d'accélérer l'industrialisation de cette innovation en construisant le premier démonstrateur au monde en capacité de traiter des patients en misant sur la combinaison de la FLASH-RT avec la radiothérapie par électrons à très haute énergie (VHEE).

Porté par l'Institut Curie, en collaboration avec le CEA, le projet sera mené en partenariat avec un industriel qui sera sélectionné après une procédure d'appel d'offres compétitif. En 48 mois, l'ambition est

de faire émerger une plateforme de recherche expérimentale pionnière qui permettra de mener des travaux de recherche, y compris sur l'humain puisque la plateforme sera installée dans les locaux de l'Ensemble Hospitalier de l'Institut Curie du site d'Orsay – Université Paris Saclay.

Cette plateforme permettra de valider cliniquement les propriétés de l'irradiation FLASH-VHEE et de doter la France d'un équipement de recherche unique sur la FLASH, deux atouts majeurs dans la compétition internationale engagée pour faire naître une filière industrielle autour de cette technologie.

Une fois le démonstrateur FLASH-VHEE installé et qualifié techniquement, la plateforme FRATHEA sera ouverte d'utilisateurs internes et externes provenant de laboratoires académiques/universitaires et privés et d'industriels, dans la lignée des autres Grands Lieux d'Innovation franciliens.

Pour les industriels, en particulier du secteur de la santé, une telle plateforme rassemblant les équipements, les modèles biologiques et les outils technologiques de pointe permettra de:

- Combler le fossé technologique entre la science et le marché des soins de santé en permettant la disponibilité et la commercialisation d'équipements ou de modèles de pointe grâce à un accès facile et à cette plateforme polyvalente.
- Accélérer les phases de développement et les essais pour tout type de traitement en particulier en oncologie (par exemple, l'instrumentation pour la dosimétrie, l'imagerie, l'irradiation, les systèmes de positionnement pour les applications FLASH-RT)
- Réduire l'expérimentation préclinique (c'est-à-dire l'expérimentation animale) tant pour la R&D que pour l'autorisation et la validation d'essais cliniques.
- Réduire les délais et les coûts de la recherche et du développement.
- Établir des normes pour la dosimétrie FLASH et combler les lacunes en matière d'assurance qualité et de sécurité.

Des industriels ayant déjà des contacts ou des contrats de collaboration avec l'Institut Curie (tels que IBA, Dosisoft, Philips, SIT-Sordina IORT technologies S.p.A, Thales, Varian/Siemens) pourraient être intéressés par le Grand Lieu d'Innovation FRATHEA.

La réalisation du projet passe par des travaux pour modifier l'actuel bunker de radiothérapie situé au sein de l'ensemble hospitalier de l'Institut Curie (site d'Orsay – Université Paris Saclay). A noter que la disponibilité de ce bunker au sein d'un établissement hospitalier est un atout pour la France, puisqu'il permet de ne pas à avoir à construire un nouveau bâtiment dont le budget pourrait avoisiner les 30M€.

Les travaux consisteront à démanteler une partie des installations encore présentes dans cette salle (budget estimé à 500 000 €), à réaliser un agrandissement de cette salle sur le côté d'un mur extérieur (budget estimé à 850 000 €) et à aménager ce bunker pour permettre l'installation du Grand Lieu d'Innovation selon les normes réglementaires définies par ASN (accès sécurisé, alimentation haute tension, modifications électriques, nouveau blindage...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de démantèlement nécessaire dans la salle du bunker du centre de proton thérapie à Orsay	500 000,00	9,35%
Aménagement extérieur via travaux d'agrandissement du bunker	850 000,00	15,89%
Aménagement intérieur : travaux de conception de la salle et aménagements réglementaires pour future installation du GLI	4 000 000,00	74,77%
Total	5 350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000 000,00	37,38%
Fonds propres Institut Curie	3 350 000,00	62,62%
Total	5 350 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 5 - Soutien au réaménagement de l'incubateur 104factory

DOSSIER N° 23006998 - Soutien au réaménagement de l'incubateur 104factory

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 906-67-2041722-167002-400

Action : 16700204- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	110 000,00 € HT	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JOSE-MANUEL GONCALVES, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La demande de subvention a été transmise mi-avril 2023. Le temps que le projet passe à la CP de septembre 2023, une partie des travaux devaient commencer.

Description :

Le CENTQUATRE-PARIS est un établissement public de coopération culturelle (EPCC) fondé et financé par la Ville de Paris, ouvert depuis fin 2008 sur le site de l'ancien Service municipal des pompes funèbres, au 104 rue d'Aubervilliers, dans le 19^e arrondissement de Paris.

Espace de résidences artistiques, de production et de diffusion d'art pour les publics et les artistes du monde entier, il accueille des spectacles, expositions, concerts, ateliers d'éveil artistique enfants-parents etc. au travers d'une programmation contemporaine et populaire.

En 2013 est créé dans ses murs le 104 FACTORY, un incubateur accompagnant dans plus de 800m² des porteurs de projets et start-up développant des produits, services, expériences ou applications innovants dans les champs des industries culturelles et créatives.

Aujourd'hui, les locaux ne sont plus adaptés au nombre toujours plus croissant de start-up incubées (17 porteurs de projet et start-up accompagnés en 2022) et méritent d'être réaménagés pour :

1. Accueillir davantage de start-up et améliorer leurs conditions d'hébergement, l'incubateur étant aujourd'hui au maximum de ses capacités d'accueil. Par ailleurs, les travaux permettront de créer de nouvelles salles de réunion, d'améliorer les services Internet et connectique, et de mieux isoler

phoniquement les espaces de bureaux et d'open-space.

2. Rendre les locaux du 104 Factory plus attractifs, en aménageant notamment une base de vie au rez-de-chaussée de l'incubateur. Celle-ci comporterait un espace cuisine, un espace salle à manger et un espace de repos. Plus conviviaux, ces nouveaux espaces favoriseront le partage et les échanges entre les différents porteurs de projet.

Pour engager cette transformation, des travaux débuteront à partir de juillet 2023 pour une durée de 2 à 3 mois :

- Au rez-de-chaussée de l'incubateur, l'aménagement d'une « base de vie » comportant un espace cuisine, un espace salle à manger et un espace de repos ; ainsi que la création de nouveaux espaces de réunion et des travaux plus technique d'électricité et de connectique.
- Au 1er étage, un traitement acoustique de la salle de réunion et des espaces de bureaux pour améliorer le confort et la confidentialité des start-up incubées ; la création d'un espace café et détente, l'aménagement d'un sas et d'une porte pour isoler la salle de réunion ainsi que divers travaux électriques.
- De l'achat de mobilier
- La conduite d'une étude pour réemployer les matériaux utilisés sur le chantier.

L'ensemble de ces travaux n'impactera pas les projets des start-up incubées à qui un nouvel espace sera alloué pendant l'été pour pouvoir continuer leur activité.

L'incubateur prévoit même de solliciter l'expertise de deux start-up incubées dans ses murs :

- REMIX, un bureau d'études œuvrant au développement des pratiques de réemploi des matériaux de construction ;
- La Réponse D., un studio de création et de production en décors et scénographies éco-conçus, promouvant un design désirable, engagé et inventif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rez-de-chaussée : travaux et aménagement divers (aménagement, salles de réunion, éclairage, réseau informatique, CTA, convecteurs et DI)	47 000,00	42,73%
1er étage : travaux et aménagement divers (aménagement, séparateur acoustique, traitement acoustique, complément éclairage, réseau informatique, espace café et détente, etc.)	40 000,00	36,36%
Compléments mobiliers	6 000,00	5,45%
Etude opérationnelle sur le réemploi des matériaux du chantier	17 000,00	15,45%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	55 000,00	50,00%
Fonds propres	55 000,00	50,00%
Total	110 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 6 - Fiches Projets AI for Health

DOSSIER N° 23006801 - Challenge AI for Health 2022 - Projet CoEpic-AI - Soutien à Scientalab

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	636 280,00 € HT	59,72 %	380 000,00 €
	Montant total de la subvention		380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTA LAB

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT CURIE
91190 GIF-SUR-YVETTE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Vincent BOUGET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 septembre 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires ont prévu une réunion de lancement et l'amorçage des travaux quelques jours avant la date de la CP

Description :

Le projet de recherche CoEpic-AI, lauréat du challenge AI for Health et mené en collaboration par Scienta Lab, l'institut Pasteur et le MICS, a pour objectif d'explorer l'impact des facteurs génétiques et environnementaux sur la variabilité des réponses immunitaires au sein de la population.

Ce projet exploitera les données de la cohorte Milieu Intérieur qui rassemble les profils de méthylation de l'ADN d'environ 1000 personnes saines, constituant un reflet direct de l'environnement. Le consortium réunit des experts en génétique, immunologie et IA, qui collaboreront pour développer des algorithmes de pointe afin de prédire, à partir du méthylome de l'ADN, la composition cellulaire sanguine détaillée, le niveau d'inflammation, et le statut sérologique pour plusieurs vaccins et infections.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme R&D	636 280,00	100,00%
Total	636 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	380 000,00	59,72%
Fonds propres	256 280,00	40,28%
Total	636 280,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - développement expérimental

CHALLENGE AI 4 HEALTH 2022 - SCIENTA LAB

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres	60,00 €	7 000	420 000,00 €
1b	Techniciens			
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet	15,00 €	860	12 900,00 €
			Total T1 :	432 900,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	86 580,00
2b	Achats consommés ou incorporés	
		Total T2 :
		86 580,00

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	14 000,00
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	5 000,00
3g	Laboratoires ou centres techniques	10 000,00
3h	Autres prestations et sous-traitances (UX designer freelance)	15 000,00
		Total T3 :
		44 000,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	2 800,00
		Total T4 :
		2 800,00

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	Computing power (GPUs)	50 000,00
5b	Storage and server costs	10 000,00
5c	Development tools (Github, Weights & Biases)	10 000,00
5d		
5e		
		Total T5 :
		70 000,00

Total des dépenses prévues

T1 +...+ T5 =

636 280,00

Taux d'intervention

59,72%

Subvention Régionale

380 000

DOSSIER N° 23006849 - Challenge Région AI for Health 2022 - Projet CoEpic- AI - Soutien à CentralSupelec (Laboratoire MICS)

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-2041711-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	119 959,80 € HT	100,00 %	119 959,80 €
Montant total de la subvention			119 959,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRALESUPELEC

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT CURIE
91192 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Paul-Henry COURNEDE, Directeur de la Recherche

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 septembre 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires ont prévu une réunion de lancement et l'amorçage des travaux quelques jours avant la date de la CP

Description :

Le projet de recherche CoEpic-AI, lauréat du challenge AI for Health et mené en collaboration par Scientia Lab, l'institut Pasteur et le MICS, a pour objectif d'explorer l'impact des facteurs génétiques et environnementaux sur la variabilité des réponses immunitaires au sein de la population.

Ce projet exploitera les données de la cohorte Milieu Intérieur qui rassemble les profils de méthylation de l'ADN d'environ 1000 personnes saines, constituant un reflet direct de l'environnement. Le consortium réunit des experts en génétique, immunologie et IA, qui collaboreront pour développer des algorithmes de pointe afin de prédire, à partir du méthylome de l'ADN, la composition cellulaire sanguine détaillée, le niveau d'inflammation, et le statut sérologique pour plusieurs vaccins et infections.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de R&D	119 959,80	100,00%
Total	119 959,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	119 959,80	100,00%
Total	119 959,80	100,00%

CHALLENGE AI 4 HEALTH 2022 - PROJET CoEpic- AI - Soutien à CentraleSupélec (Laboratoire MICS)

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres	40,65 €	2 410	97 966,50 €
1b	Techniciens			
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet			
Total T1 :				97 966,50 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	19 593,30
2b	Achats consommés ou incorporés	
Total T2 :		19 593,30

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	
3g	Laboratoires ou centres techniques	
3h	Autres prestations et sous-traitances (Computing power)	2 400,00
Total T3 :		2 400,00

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	
Total T4 :		

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
Total T5 :		

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	119 959,80
		Taux d'intervention	100%
		Subvention Régionale	119 959,80

DOSSIER N° 23006805 - Challenge AI for Health 2022 - Projet CoEpic-AI - Soutien à L'INstitut Pasteur

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	71 904,64 € HT	100,00 %	71 904,64 €
	Montant total de la subvention		71 904,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT PASTEUR

Adresse administrative : 28 RUE DU DOCTEUR ROUX
75015 PARIS 15

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur Stewart COLE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 septembre 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires ont anticipé des premières réunions quelques jours avant la date de Commission permanente

Description :

Le projet de recherche CoEpic-AI, lauréat du challenge AI for Health et mené en collaboration par Scientia Lab, l'institut Pasteur et le MICS, a pour objectif d'explorer l'impact des facteurs génétiques et environnementaux sur la variabilité des réponses immunitaires au sein de la population.

Ce projet exploitera les données de la cohorte Milieu Intérieur qui rassemble les profils de méthylation de l'ADN d'environ 1000 personnes saines, constituant un reflet direct de l'environnement. Le consortium réunit des experts en génétique, immunologie et IA, qui collaboreront pour développer des algorithmes de pointe afin de prédire, à partir du méthylome de l'ADN, la composition cellulaire sanguine détaillée, le niveau d'inflammation, et le statut sérologique pour plusieurs vaccins et infections.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programe R&D	71 904,64	100,00%
Total	71 904,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	71 904,64	100,00%
Total	71 904,64	100,00%

CHALLENGE AI 4 HEALTH 2022 - Projet CoEpic-AI - Institut Pasteur

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût jour (€ HT)	Nombre jours	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres	527,30 €	14	7 382,20 €
1b	Techniciens			
1c	Ouvriers et opérateurs			
1d	Designers, ergonomes			
1e	Autres personnels d'appui au projet			
Total T1 :				7 382,20 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires. Taux horaire max = 70€

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	1 476,44 €
2b	Achats consommés ou incorporés	
Total T2 :		1 476,44 €

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance (Préciser les noms et type de prestation/sous-traitance)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	
3g	Laboratoires ou centres techniques	
3h	Autres prestations et sous-traitances	
Total T3 :		

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme) - Serveurs d'archivage NAS A3000	63 046,00
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	
Total T4 :		

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
Total T5 :		63 046,00 €

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	71 904,64 €
		Taux d'intervention	100%
		Subvention Régionale	71 904,64 €

DOSSIER N° 23006821 - Challenge AI for Health 2022 - Projet PRISMA - Soutien à Arkhn

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	277 596,00 € HT	60,00 %	166 557,60 €
	Montant total de la subvention		166 557,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARKHN

Adresse administrative : 14 RUE CHARLES-V
75004 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Emeric LEMAIRE, Représentant légal - Chief Executive Officer (CEO)

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires ont souhaité engager les travaux de préparation avant la période estivale pour capitaliser sur la dynamique du montage du projet et organiser le travail et les différents jalons du projet. L'hôpital Foch doit mettre en place le protocole de recherche et le faire passer devant son comité d'éthique, puis informer les patients avant de pouvoir mettre à disposition de Surge/Arkhn le dataset qui aura été préalablement pseudonymisé.

De plus la DSI de l'hôpital doit mettre en place les infrastructures nécessaires au déroulement du projet (location des serveurs, mise en place des environnements de travail, etc) dans les meilleurs délais.

Description :

Le projet x vise à développer et valider un algorithme permettant l'identification des facteurs prédictifs de l'augmentation de la durée de séjour ou de la mortalité post opératoire à partir des données pré- et peropératoires.

L'objectif est de développer un outil d'aide à la décision permettant aux anesthésistes d'améliorer la prise en charge des futurs patients en identifiant les facteurs de risque en amont et pendant la chirurgie, ouvrant de nouvelles perspectives de prise en charge en temps réel : nouvelles modalités de prise en charge préopératoire avec notamment identification des facteurs de risque modifiables, prévision des durées de séjour

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de R&D	277 596,00	100,00%
Total	277 596,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	111 038,40	40,00%
Subvention Régionale	166 557,60	60,00%
Total	277 596,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - développement
expérimental

Challenge AI for Health 2022 - ARKHN

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Directeurs : CTO, Head of Operations	66,00 €	255	16 830,00 €
1b	Ingénieurs : Software engineers, DevOps, Product Managers	50,00 €	2 240	112 000,00 €
1c	Project Managers, Data analysts, Data Scientists	41,00 €	2 500	102 500,00 €
				231 330,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	46 266,00 €
2b	Achats consommés ou incorporés	
	Total T2 :	46 266,00 €

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a		
3b		
3c		
3d		
3e		
3f		
3g		
3h	Autres prestations et sous-traitances	
	Total T3 :	- €

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	
	Total T4 :	- €

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
	Total T5 :	

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	277 596,00 €
Subvention demandée		Taux d'intervention	60,00%
		Subvention Régionale	166 557,60 €

DOSSIER N° 23006825 - Challenge AI for Health 2022 - Projet PRISMA - Soutien à SURGE

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	555 571,20 € HT	60,00 %	333 342,72 €
	Montant total de la subvention		333 342,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SURGECARE

Adresse administrative : 1 RUE DES SOEURS
67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Julien HEDOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires ont souhaité engager les travaux de préparation avant la période estivale pour capitaliser sur la dynamique du montage du projet et organiser le travail et les différents jalons du projet. L'hôpital Foch doit mettre en place le protocole de recherche et le faire passer devant son comité d'éthique, puis informer les patients avant de pouvoir mettre à disposition de Surge/Arkhn le dataset qui aura été préalablement pseudonymisé.

De plus la DSI de l'hôpital doit mettre en place les infrastructures nécessaires au déroulement du projet (location des serveurs, mise en place des environnements de travail, etc) dans les meilleurs délais.

Description :

Le projet x vise à développer et valider un algorithme permettant l'identification des facteurs prédictifs de l'augmentation de la durée de séjour ou de la mortalité post opératoire à partir des données pré- et peropératoires.

L'objectif est de développer un outil d'aide à la décision permettant aux anesthésistes d'améliorer la prise en charge des futurs patients en identifiant les facteurs de risque en amont et pendant la chirurgie, ouvrant de nouvelles perspectives de prise en charge en temps réel : nouvelles modalités de prise en charge préopératoire avec notamment identification des facteurs de risque modifiables, prévision des durées de séjour

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de R&D	555 571,20	100,00%
Total	555 571,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	222 228,48	40,00%
Subvention Régionale	333 342,72	60,00%
Total	555 571,20	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - développement expérimental

Challenge AI for Health 2022 - Projet PRISMA - Soutien à Surge Care

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Data/AI	45,00 €	506	22 770,00 €
1b	Chief Operating Officer	64,00 €	902	57 728,00 €
1c	Chief Medical Officer	64,00 €	504	32 256,00 €
1d	Produit/R&D	36,00 €	440	15 840,00 €
1e	ML/DATA	36,00 €	2 703	97 308,00 €
1f	Directeur Scientifique CEO	64,00 €	216	13 824,00 €
				239 726,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	47 945,20 €
2b	Achats consommés ou incorporés	
	Total T2 :	47 945,20 €

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Tableau 6 : Prestations et sous-traitances							
Code ligne	Description						Coût total (€ HT)
3a	Prestation juridique						25 000,00 €
3b	Analyse de la valeur	Accompagnement stratégique					7 900,00 €
3c	Mise aux normes (française et étrangères)	Marquage CE, Qualité, RGPD					65 000,00 €
3d	Frais marketing	Valorisation des résultats (congrès, création website, publications, etc.)					60 000,00 €
3e	Propriété intellectuelle						20 000,00 €
3f	Développement logiciel	Développement de briques logiciels					55 000,00 €
3g	Design	Prestation de design UX/UI					35 000,00 €
3h	Autres prestations et sous-traitances						
	Total T3 :						267 900,00 €

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	
	Total T4 :	- €

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
	Total T5 :	

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	555 571,20 €
		Taux d'intervention	60,0%
		Sibvention Régionale	333 342,72 €

DOSSIER N° 23006828 - Challenge AI For Health 2022 Projet PRISMA - Soutien à l'Hôpital Foch

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	100 000,00 € HT	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION HOPITAL FOCH
Adresse administrative : 40 RUE WORTH
92151 SURESNES CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES LEGLISE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les partenaires ont souhaité engager les travaux de préparation avant la période estivale pour capitaliser sur la dynamique du montage du projet et organiser le travail et les différents jalons du projet. L'hôpital Foch doit mettre en place le protocole de recherche et le faire passer devant son comité d'éthique, puis informer les patients avant de pouvoir mettre à disposition de Surge/Arkhn le dataset qui aura été préalablement pseudonymisé.

De plus la DSI de l'hôpital doit mettre en place les infrastructures nécessaires au déroulement du projet (location des serveurs, mise en place des environnements de travail, etc) dans les meilleurs délais.

Description :

Le projet x vise à développer et valider un algorithme permettant l'identification des facteurs prédictifs de l'augmentation de la durée de séjour ou de la mortalité post opératoire à partir des données pré- et peropératoires.

L'objectif est de développer un outil d'aide à la décision permettant aux anesthésistes d'améliorer la prise en charge des futurs patients en identifiant les facteurs de risque en amont et pendant la chirurgie, ouvrant de nouvelles perspectives de prise en charge en temps réel : nouvelles modalités de prise en charge préopératoire avec notamment identification des facteurs de risque modifiables, prévision des durées de séjour

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme de R&D	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Challenge AI for Health - Projet PRISMA - Soutien à l'Hopital Foch

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Ingénieurs et cadres - chefs de projet DSI et DRCl, juristes, DPO, Ingénieur informatique,	56,00 €	360	20 160,00 €
1b	Techniciens	34,00 €	90	3 060,00 €
1c	Ouvriers et opérateurs			0,00 €
1d	Designers, ergonomes			0,00 €
1e	Autres personnels d'appui au projet - Anesthésiste	70,00 €	204	14 280,00 €
			Total T1 :	37 500,00 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	7 500,00
2b	Achats consommés ou incorporés	
		Total T2 : 7 500,00

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Propriété intellectuelle	
3b	Etude juridique	
3c	Etude de faisabilité	
3d	Etude de marché	
3e	Design	
3f	Recherche de partenaires	
3g	Laboratoires ou centres techniques	
3h	Autres prestations et sous-traitances	
		Total T3 :

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	0,00
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	55 000,00
		Total T4 : 55 000,00

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
		Total T5 :

Total des dépenses prévues		T1 +...+ T5 =	100 000,00
		Taux d'intervention	100%
		Subvention Régionale	100 000

Annexe 7 - Fiches Projet Pack IA

DOSSIER N° 23007013 - PACK IA 2023 BIS - PILOTAGE - HUB FRANCE IA

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-65748-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 600,00 € TTC	50,00 %	22 800,00 €
	Montant total de la subvention		22 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB FRANCE IA

Adresse administrative : 8 RUE CHARLES V
75004 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ANTOINE COURET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PMI franciliennes dans leurs projets de transformation 2019–2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le projet.

Le dispositif va ainsi permettre à terme à 100 entreprises franciliennes par an d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	36 480,00	80,00%
Frais de structure	9 120,00	20,00%
Total	45 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 800,00	50,00%
Subvention Région	22 800,00	50,00%
Total	45 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 23007015 - PACK IA 2023 BIS - PILOTAGE - INSTITUT MINES TELECOM

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
(n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-657381-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	28 800,00 € TTC	50,00 %	14 400,00 €
	Montant total de la subvention		14 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE
Adresse administrative : 19 PLACE MARGUERITE PEREY
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Odile GAUTHIER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PMI franciliennes dans leurs projets de transformation 2019–2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le projet.

Le dispositif va ainsi permettre à terme à 100 entreprises franciliennes par an d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Localisation géographique :
 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	23 040,00	80,00%
Frais de structure	5 760,00	20,00%
Total	28 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	14 400,00	50,00%
Subvention Région	14 400,00	50,00%
Total	28 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 8 - Convention Pack IA

POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AU DÉVELOPPEMENT DES TPE-PME :
PLAN IA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

PACK IA – CONVENTION DE PARTENARIAT

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023,

Ci-après dénommée « la Région » ;

D'une part ;

L'association HUB France IA, **[ÉLÉMENTS D'IDENTITÉ]** ;

Ci-après dénommée « le HUB » ;

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, régi par le décret n°2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, n° SIRET : 180 092 025 00089 - code APE : 8542 Z, sis 37-39 rue Dareau, 75014 Paris, représenté par **Monsieur Philippe JAMET, Directeur Général**, ou son représentant habilité ;

Ci-après dénommée « IMT » ;

Ci-après dénommé le ou les « Pilote(s) » ;

D'autre part ;

Après avoir rappelé :

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

Les objectifs de la Région en matière de développement économique visant à soutenir et accompagner les PME franciliennes dans leur démarche de modernisation vers l'industrie tel qu'inscrit dans la **Stratégie Smart Industrie 2017-2021 n° CR n° CR 2017-130 7 juillet 2017** et la délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à **la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME**.

La Région informe les bénéficiaires que ces aides sont allouées sur la base du régime d'aide :

SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation.

PREAMBULE

Le PACK IA est l'opération emblématique du plan IA2021 annoncé par la Présidente en octobre 2018 et consiste en un **parcours d'accompagnement personnalisé sans précédent pour favoriser l'intégration de solutions d'IA dans les PME et ETI**, du stade de l'idéation jusqu'à la mise en production. Il vise avant tout à lever les freins à l'adoption de l'IA que sont **le coût d'un projet IA, le manque d'expertise interne, la complexité de la mise en œuvre et l'identification du cas d'usage pertinent**.

La plateforme TeraLab, plateforme développée par l'IMT, sera utilisée dans la mise en œuvre de Pack IA.

L'action Pack IA s'articule autour de 2 volets distincts : le volet 1 dit de pilotage qui comprend les actions du Hub France IA et de l'IMT pour la coordination et la mise en place de l'opération, le choix des réalisateurs adaptés aux besoins spécifiques de l'entreprise, le suivi du bon déroulé des projets et le bilan de l'opération, et le volet 2 dit de réalisation représentant la réalisation en tant que telle du projet.

La présente convention ne porte que sur le soutien Régional au volet 1, le deuxième volet faisant quant à lui l'objet d'un vote ultérieur en Commission Permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Par délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir des Pilotes, sur la base de leur proposition dont le descriptif figure dans la fiche projet en Annexe à la convention (ci-après, « Proposition de projet » ou « la Proposition de projet »), par l'attribution aux Pilotes d'une subvention de fonctionnement pour un montant total de 37200€ TTC soit 50% des dépenses éligibles, pour la période du 1er octobre 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

2.1 OBLIGATIONS RELATIVES A LA REALISATION DU PROJET PACK IA SUBVENTIONNE

Les Pilotes s'engagent à assurer la mise en place, la coordination, le reporting, l'accompagnement et l'évaluation des Projets subventionnés.

Les Pilotes participent aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des Projets subventionnés, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente Convention de partenariat et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des Projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Les Pilotes s'engagent à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention de partenariat, à la Réalisation des Projets subventionnés et au Pilotage de la Réalisation du Proposition de projet.

Toute modification substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période.

Toutes actions entreprises dans le cadre de ce volet sont réalisées aux conditions de marché ou sont rémunérées à des tarifs en lien avec les coûts occasionnés par l'action.

2.2 OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

L'association Hub France IA s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.3 OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Les bénéficiaires s'engagent à publier chacun 1 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une

période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Les Pilotes s'engagent à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution du présent contrat et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Tenir une comptabilité séparée

2.5 obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région

dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3. DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1. REPARTITION DES DEPENSES

Le projet comprend 2 volets :

Volet 1 « Pilotage » : il comprend la Mise en place de l'offre Pack IA, l'organisation des sessions Pack IA, l'accompagnement des projets et les finalisations annuelles. Ce volet est assuré par les pilotes qui recevront à ce titre respectivement pour le Hub et l'IMT 22 800 € et 14 400 € sur la base du régime d'aide SA 58995 (RDI), catégorie pôles d'innovation.

Le volet 2 « Réalisation » sera évoqué dans une convention ultérieure.

3.2 CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, les Pilotes n'ont pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si les bénéficiaires établissent, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, les Pilotes disposent d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.3 MODALITES DE VERSEMENT

Pour chaque année, comme indiqué en Annexe 1, le Volet 1 « Pilotage » se divise chaque année en 4 phases :

Mise en place

Sessions Pack IA

Accompagnement Projet

Finalisation

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

3.3.1 Versement d'avances

Chaque année, à compter de la date de signature des présentes et à chaque date anniversaire, les bénéficiaires porteurs recevront comme avance :

100% du montant prévu au titre de la phase 1 « Mise en place » du Volet 1

30% pour la phase 2 « Sessions Pack IA » du Volet 1

30% pour la phase 3 « Accompagnement projet » au titre du Volet 1

30% pour la phase 4 « Finalisation » du Volet 1

Les Pilotes peuvent effectuer une demande d'avance supplémentaire à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'ils justifient ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.3.2 Versement d'acomptes

Versement d'acompte au titre du Volet 1 « Pilotage »

Les Pilotes peuvent demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Pilote.

Pour les actions portées par les Pilotes, la demande précise, dans un état récapitulatif des dépenses, notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Pour les actions du Volet 1, la demande de versement d'acompte par les Pilotes précise, dans un état récapitulatif :

- Le montant total des dépenses déjà réalisées par le Pilote au titre du Volet 1,
- La nature de la prestation réalisée par le Pilote au titre du Volet 1,

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Cette demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses, précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Pilote bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

La demande de versement de solde est accompagnée des documents suivants :

- Pour chacun des volets du projet, les états récapitulatifs prévus ci-dessus pour le versement des acomptes.
- Un compte rendu financier consolidé (bilan équilibré des dépenses consolidées et recettes consolidées) des actions subventionnées signé par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

3.3.3 Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'un des Pilotes bénéficiaires s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée à celui-ci peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 du présent contrat. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

3.4 ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La prise en compte des dépenses va du 1er octobre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2. du présent contrat.

Les versements sont effectués sur le compte établi au nom de :

L'organisme : HUB

Code banque : xxx

Code guichet : xxx

N° de compte : xxx

Clé : xxx

L'organisme : IMT

Code banque : xxx

Code guichet : xxx

N° de compte : xxx

Clé : xxx

Pour la Région, le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et expire au versement du solde de la subvention ou à défaut par application des règles de caducité prévues à l'article 3.2.

ARTICLE 5. RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au(x) bénéficiaire(s) une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation du contrat implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6. RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée au Hub France IA en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification non substantielle de la convention fera l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 9. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention, ainsi que l'ensemble de ses annexes dont notamment l'Annexe 1 dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° [NUMÉRO DE LA DÉCISION] du [DATE DE LA DÉCISION].

Fait à Saint-Ouen en 3 exemplaires originaux

Date :	Date :	Date :
Pour l'association HUB France IA Le Président	Pour IMT Le Directeur Général	Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Annexe 9 - Convention délégation PACK IA

Dispositif PACK IA – Phase 2 – Tranche 3 - volet 2 : Réalisation

Convention de délégation de gestion

Entre :

- **La Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP2023-327 en date du 21 septembre 2023, ci-après dénommée la « **Région** »

Et

- **L'Institut Mines-Télécom**,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation

Sis 19 Place Marguerite Perey - 91120 Palaiseau

Représenté par Madame Odile GAUTHIER, Directrice Générale,

ci après dénommé « **Le délégataire** »

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi 78-17 du Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Annoncé par la Présidente en octobre 2018 et entériné en CR 2018-052 de novembre 2018, la Région Ile-de-France a souhaité mettre l'Intelligence Artificielle (IA) au service de l'économie francilienne dans le cadre du plan IA 2021.

(<http://www.iledefrance.fr/toutes-les-actualites/un-plan-faire-de-l-ile-de-france-la-1ere-region-europeenne-intelligence-artificielle>)

Dans ce cadre, la Région s'est engagée à donner aux PME et ETI franciliennes les clés et les ressources pour utiliser davantage cette technologie au quotidien.

La Région souhaite mobiliser les talents de l'Intelligence Artificielle franciliens pour résoudre les grands enjeux industriels de demain, en matière de santé, de sécurité, de mobilité ou d'emploi.

Le premier objectif de ce plan est de mettre l'IA au service de l'économie francilienne et en particulier de son industrie. La première mesure du plan concerne ainsi le Pack IA, qui permet de faciliter l'usage de l'IA pour les PME et ETI franciliennes.

En effet, pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI.

Ce pack comprendra une brique de conseil personnalisé, la production d'une solution logicielle d'Intelligence artificielle et la préparation de la mise en production pérenne de la solution identifiée.

La finalité à terme est de faire bénéficier 100 entreprises franciliennes, PME ou ETI (appelées les « bénéficiaires ») par an du dispositif, afin d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence Artificielle, la Région finançant pour moitié le coût de réalisation du projet.

Le dispositif a fait l'objet d'un Appel à Manifestation d'Intérêt en mai 2019 qui a permis de faire ressortir la proposition conjointe d'un consortium piloté par des experts reconnus du secteur de l'IA.

Pour mener à bien ce projet, Hub France IA et Institut Mines Télécom, appelés les « pilotes », se sont entourés d'un consortium de « réalisateurs » qualifiés et expérimentés dans l'accompagnement d'entreprises sur leurs problématiques d'Intelligence Artificielle, comprenant notamment des cabinets de conseils en management et en technologie spécialisés ou ayant une spécialité dans l'IA ainsi qu'un écosystème qualifié de start-ups technologiques spécialisées en Intelligence Artificielle.

L'accompagnement des entreprises est effectué par des entreprises spécialistes d'Intelligence Artificielle dans le consortium ou dans le réseau d'entreprises qualifiées, sous la forme d'une prestation de conseil d'un projet (preuve de concept) d'environ 3 mois et d'un montant maximum de 44 400 € TTC.

Le soutien régional vise à permettre une prise en charge partielle à hauteur de 50 % de cet accompagnement, le restant étant pris en charge par l'entreprise bénéficiant du dispositif.

Par ailleurs, sur ce dispositif, la Région a décidé, conformément à l'article L1511-2 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales (CGCT), de confier la gestion du dispositif « PACK IA » à un établissement public, délégataire de gestion de cette aide.

Cette convention a pour objet d'apporter des précisions sur la délégation de gestion du dispositif PACK IA et sur les obligations financières du « délégataire » quant au paiement des aides aux PME et ETI bénéficiaires. Cette convention vaut convention de délégation au titre de l'article L1611-7 II du CGCT.

Pour la bonne exécution de ce contrat et le suivi, le délégataire devra veiller à faire l'interface entre les services de la Région dans le cadre du reporting régulier notamment, les pilotes et les réalisateurs du consortium qui lui indiqueront et le mettront en contact avec les entreprises considérées éligibles au dispositif, et avec ces dernières dans le recueil des informations nécessaires à l'instruction et régulièrement au cours de la vie du projet pour pouvoir notamment procéder au paiement.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de déléguer la gestion du soutien de 40 entreprises comme prévu dans le cadre du dispositif Pack IA suite à l'année expérimentale de mise en oeuvre du dispositif sur le fondement des articles L1511-2 et L1611-7 du Code Général des Collectivités Territoriales(CGCT).

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF DELEGUE

2.1. Objectifs poursuivis

Le délégataire est chargé pour le compte du conseil régional d'Ile-de-France de la gestion de 20 aides régionales à 20 entreprises selon les critères définis dans les articles suivants.

Le délégataire est chargé dans ce cadre de l'instruction, l'attribution, le paiement des aides régionales et du recouvrement amiable et contentieux des éventuels indus.

Le délégataire peut attribuer des aides et s'engager pour le compte de la région Île de France pour un montant total maximum prévisionnel de 111 000 € jusqu'au 29 février 2024.

2.2. Gouvernance du dispositif

La gouvernance du dispositif se fait en conformité avec la Projet Pack IA voté en commission permanente le 21 septembre 2023 piloté par le Hub France IA et l'IMT.

2.3 Description de l'aide régionale

2.3.1. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Publics éligibles : Le Pack IA cible les PME et ETI susceptible de bénéficier d'un levier de croissance par l'utilisation de l'IA. Parmi les entreprises régionales, le projet en vise 5 300 représentant 4% des PME et ETI de la Région Île-de-France :

- Petites et Moyennes entreprises franciliennes
- ETI franciliennes

Selon la nature du projet, on pourra étendre à des entreprises plus petites ou plus grandes.

Conditions

- Les entreprises candidates à l'aide de la Région doivent être en bonne santé financière. Leur solvabilité sera vérifiée, avec une attestation sur l'honneur concernant la cote de crédit de la Banque de France 3++, 3+, 3, 4+.
- Une attestation sur l'honneur indiquant les aides de minimis octroyées et à venir sera fournie.
- Ayant bénéficié d'une évaluation positive conformément au Projet Pack IA piloté par le Hub France IA et l'IMT

2.3.2. Nature des aides

L'accompagnement des entreprises est effectué par des entreprises spécialistes d'Intelligence Artificielle dans le consortium ou dans le réseau d'entreprises qualifiées (les réalisateurs), sous la forme d'une prestation de conseil d'un projet (preuve de concept) d'environ 3 mois et d'un montant maximum de 44 400 € TTC.

Les aides régionales accordées sous forme de subventions de fonctionnement correspondent à 50 % des dépenses éligibles, l'aide régionale étant plafonnée à 22 200 € par projet, le restant étant pris en charge par l'entreprise bénéficiant du dispositif.

2.4 Délai de versement des aides à compter de la notification

Le délégataire dispose d'un délai maximum de [1 an] pour attribuer des aides. Le délégataire dispose d'un délai de [2 ans], à compter de la date de notification pour effectuer une demande de versement. En tout état de cause, ces délais ne pourront pas conduire le délégataire à dépasser la date limite de demande de solde, c'est-à-dire 3 ans à compter de sa première demande d'avance à la région.

Le réalisateur retenu dispose d'un délai de 1 mois à compter de la date de notification pour effectuer une demande de versement

ARTICLE 3 – PERIMETRE DE LA DÉLÉGATION DE LA GESTION DU DISPOSITIF À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DELEGATAIRE DE GESTION DE L'AIDE

Obligations du délégataire

Le délégataire est chargé pour le compte du conseil régional d'Île-de-France :

- d'instruire les dossiers pour le compte du conseil régional ;
- d'attribuer les aides dans le cadre du processus de sélection défini à l'article 2 et selon les critères définis à l'article 3, en désignant une entreprise bénéficiaire et un réalisateur, arrêtant un montant de subvention, précisant l'objet clairement identifié en se conformant strictement au règlement d'intervention régional,
- de notifier individuellement aux entreprises bénéficiaires et aux réalisateurs l'aide régionale ;
- de procéder à la liquidation et au paiement des aides régionales sur demande de versement du réalisateur dans le respect des délais maximum de versement tels que précisés à l'article 2.4, en s'assurant de disposer avec des pièces justificatives listées ci-dessous, à adapter le cas échéant en fonction du cadre budgétaire et comptable de l'établissement ;
- de procéder au recouvrement amiable et contentieux des indus résultant du paiement des aides dans la période de validité de la convention.

Le montant total des aides attribuées par le délégataire ne saurait excéder le montant plafond des droits à engagement délégué par le Conseil région d'Île-de-France précisé à l'article 2. Les éventuels indus ne sauraient conduire à majorer ce plafond d'aide et feront l'objet d'un remboursement à la région Île-de-France.

Pour pouvoir procéder au versement des aides régionales, le délégataire doit s'assurer dans la phase d'instruction de recueillir pour le dossier de l'entreprise bénéficiaire les éléments suivants :

- une copie de la notification d'attribution ;
- les RIB du bénéficiaire et du réalisateur accompagnant le bénéficiaire ;
- les factures émises par le réalisateur sur lesquelles est calculée l'aide régionale ;
- le récapitulatif des actions menées par le bénéficiaire et par le réalisateur en fin d'action (un récapitulatif des entreprises accompagnées par réalisateur).

Le délégataire est également chargé de transmettre ainsi qu'au Hub France IA:

- pour le COPIL régional des points d'étapes intégrant des tableaux de bord au moins cinq jours ouvrés avant la tenue des comités de pilotage ;
- le suivi des aides attribuées, en distinguant bien les aides ayant fait l'objet d'une décision favorable du comité de sélection et les demandes d'aide transmises au comité de sélection pour notification et paiement. Ce suivi permettra notamment de bien s'assurer du bon respect du plafond global de l'enveloppe dédiée au fonds définie à l'art. 2.

Le processus d'attribution est conforme aux dispositions concernant la notification de l'aide :

Notification : le délégataire notifie dans les 2 semaines suivant l'évaluation positive du projet conformément au Projet Pack IA, et comprenant systématiquement le logo du dispositif ainsi que la mention : 'Soutenu par la Région Île-de-France'....

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

L'intervention au titre du Pack IA se fait dans le respect des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et en particulier du règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013.

Le délégataire est chargé d'appliquer cette réglementation auprès de chaque bénéficiaire. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité du bénéficiaire à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide. Les bénéficiaires, candidats à l'obtention de l'aide, complètent, au moment de dépôt de demande d'aide, une attestation sur l'honneur indiquant les aides *de minimis* octroyées et à venir.

Le délégataire réalise un reporting « aide d'Etat » qui consiste en un tableau des aides distribuées, leur taux, comportant notamment, pour chaque bénéficiaire ;

- le nom du bénéficiaire ;
- la date de l'octroi de l'aide ;
- le régime d'aide ;
- la forme de l'aide (rabais sur le prix de la facture) ;
- le montant de l'aide
- l'identité du réalisateur ayant effectué la prestation de conseil

Le modèle de tableau à utiliser pour réaliser ce reporting est conforme aux documents contractuels présents dans le marché d'attribution de la délégation lors de la première année du dispositif.

Le délégataire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

5.1 Organisation comptable

Le délégataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des mouvements au titre de la présente délégation, qui lui permet d'être en mesure d'apporter au déléguant, à son comptable public et au juge des comptes, la justification des opérations réalisées pour le compte de la région Île-de-France de façon rapide et fiable. Il retracera les opérations sous la présente délégation, dans le respect des instructions budgétaires et comptables qui lui sont applicables.

5.2 Mise à disposition des fonds par la région

Les opérations exécutées par le délégataire sont exécutées au titre d'avances consenties par le compte du conseil régional d'Île-de-France.

Une avance correspondant à 25% du montant prévisionnel des aides attribuables par le délégataire pour le compte de la région (22 200 X 5 entreprises soit 111 000 €) tel qu'arrêtés à l'article 2 est versée à compter de la date de mise en œuvre de la convention. Le délégataire devra transmettre une demande d'avance dûment signée par le représentant du délégataire et revêtue, le cas échéant, du cachet de ce dernier accompagnée d'un plan de trésorerie attestant du besoin financier et d'un RIB signé par le représentant du délégataire.

Cette demande de première avance doit intervenir dans un délai d'un an à compter du 21 septembre 2023.

Au plus tard à la date de reddition trimestrielle des comptes et dès lors que l'avance précédente a été utilisée pour procéder au paiement d'aides aux bénéficiaires éligibles à hauteur de 80%, le délégataire peut solliciter le versement d'une nouvelle avance de 25 % du montant des aides attribuables par la région pour le compte de la Région (22 200 X 5 entreprises soit 111 000 €).

Chaque nouvelle demande d'avance est versée sur présentation d'un état récapitulatif des aides effectivement versées, qui doit détailler les bénéficiaires (entreprise accompagnante et l'entreprise aidée), les montants d'aide versés et les dates de versements ainsi qu'un état prévisionnel des aides engagées comportant les éléments suivant bénéficiaire et montant de l'aide engagée.

Le montant cumulé des avances ne peut excéder 80% du montant prévisionnel des aides attribuables par le délégataire pour le compte de la région (22 200 X 5 entreprises soit 111 000 €) tel qu'arrêtés à l'article 2.

La demande de solde pourra être versée au délégataire sur présentation d'une demande signée par le représentant du délégataire et revêtue le cas échéant du cachet de ce dernier. A l'appui de cette demande, le délégataire devra transmettre :

- Un état récapitulatif de l'ensemble des aides versées qui doit détailler les bénéficiaires (entreprises accompagnante et l'entreprise aidée), les montants d'aide versés et les dates de versements. Ce document doit être signé par le représentant et le comptable du délégataire qui devra attester de la prise en charge des dépenses dans la comptabilité du délégataire.
- Un bilan financier récapitulant les aides versées et les recettes perçues dûment signé par le représentant et le comptable du délégataire.
- un bilan d'activité qualitatif et quantitatif des dossiers traités mais également une synthèse sur la réalisation de la mission. Cette synthèse comportera notamment :
 - o une balance générale des comptes utilisés ;
 - o un état de développement du solde certifié conforme à la balance générale des comptes ;
 - o une situation de trésorerie de la période ;
 - o les pièces justificatives des dépenses retracées dans les comptes ;
 - o le cas échéant, en cas de recouvrement d'indus amiable ou, le cas échéant, contentieux, des pièces spécifiques dans le respect du décret fixant la liste des pièces justificatives relatives aux établissements publics
 - o la ventilation moyenne (en temps passé sous la forme : heure/homme par dossier) de chacune des tâches détaillées dans le marché.

La demande de solde devra être adressée au maximum 3 ans après la date de demande de première avance.

S'il est constaté un excédent, un titre de recettes pourra être émis par la Région.

5.3 Paiement des aides régionales et recouvrement et apurement des indus

Lorsque le délégataire procède au paiement d'une dépense il doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Ces contrôles portent ainsi sur la validité de la dette (la justification du service fait, l'exactitude de la liquidation, l'intervention des contrôles préalables prescrits par la réglementation, la production des pièces justificatives, l'application des règles de prescription et de déchéance) et le caractère libératoire du paiement.

Le délégataire conserve, à l'égard des bénéficiaires des paiements indus, et jusqu'au versement du solde par la région mentionné à l'article 7.1, la responsabilité entière de leur recouvrement et de leur apurement. Le cas échéant, le délégataire soumet au conseil régional les demandes de remises gracieuses des créances présentées par les bénéficiaires d'aides régionales.

Les restes à recouvrer seront pris en charge au vu d'un titre de recettes émis par l'ordonnateur de l'organisme public local déléguant. Ce titre de recettes sera revêtu de la formule exécutoire sauf si le délégataire avait obtenu un jugement exécutoire.

Lorsque le délégataire recouvre des indus résultant des paiements qu'il a réalisés, il doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret du 7 novembre 2012 précité. Le délégataire doit alors s'assurer de la régularité de

l'autorisation de percevoir la recette et dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances.

L'intégralité des recettes encaissées pour le compte du délégant doit lui être reversée pour leur montant brut (sans prélèvement pour le paiement de la rémunération qui serait due au délégataire), de même que l'intégralité des dépenses réalisées par le délégataire doit être justifiée auprès du délégant. Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes et les dépenses au titre de la même délégation. Néanmoins, les compensations de trésorerie entre dépenses et recettes sont autorisées.

5.4 Reddition des comptes et transmission des pièces justificatives au conseil régional

La reddition des comptes a lieu une fois par trimestre, c'est-à-dire au 31 mars, 30 juin, 30 septembre et au 31 décembre, et comprend bien les charges et produits à rattacher pour que le conseil régional d'Île de France puisse, ensuite et à son tour, procéder au rattachement des charges et des produits à l'exercice N.

A cette fin le délégataire transmet tous les trimestres à la Région, direction du développement économique, un bilan d'activités comportant les éléments ci-après, dans un délai d'un mois après la fin d'un trimestre et permettant l'intégration dans la comptabilité de la Région.

Pour ce dernier document, envoyé au plus tard à la fin du premier trimestre suivant la fin de la première année du dispositif, le délégataire devra présenter un bilan annuel financier qualitatif et quantitatif des dossiers traités mais également une synthèse sur la réalisation de la mission. Cette synthèse comportera notamment :

- une balance générale des comptes utilisés ;
- un état de développement du solde certifié conforme à la balance générale des comptes ;
- une situation de trésorerie de la période ;
- les pièces justificatives des dépenses retracées dans les comptes ;
- le cas échéant, en cas de recouvrement d'indus amiable ou, le cas échéant, contentieux, des pièces spécifiques dans le respect du décret fixant la liste des pièces justificatives relatives aux établissements publics ;
- la ventilation moyenne (en temps passé sous la forme : heure/homme par dossier) de chacune des tâches détaillées dans le marché.

Le délégataire communiquera ce bilan au Hub France IA qui le consolidera dans le reporting global du projet.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

6.1 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel ou à raison de leur caractère personnel, à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au fonds de soutien ;
- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

Seront publiés sur les sites de la Région le nom du bénéficiaire, la nature et le montant de l'aide. Le formulaire d'aide informera le bénéficiaire de cette obligation de publication et du contenu des éléments publiés.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie de la présente convention est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès dans l'exécution de la convention.

Chaque Partie s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la convention en mettant tout en œuvre afin que celles-ci ne soient pas déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les Parties conviennent qu'elles procèdent aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel conformément aux obligations résultant de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications (sites internet, plaquettes....) portant sur des projets financés au titre de la présente convention, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Pack IA et du Plan IA2021 financé par la Région Ile-de-France. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

ARTICLE 8 – SUIVI ET EVALUATION

Le délégataire fournit à la Région trimestriellement et à la fin de la convention - un bilan du fonds de soutien comprenant le récapitulatif des aides sollicitées, des dossiers acceptés et des dossiers refusés. Une analyse qualitative sera également réalisée par la Région, à l'issue de 6 mois de mise en œuvre du fonds. Ce bilan trimestriel sera accompagné d'un fichier au format Excel comportant la liste des entreprises aidées, raison sociale, Siret, adresse conforme à la base adresse nationale, du montant de l'aide accordée, du montant du reste à charge pris en considération, de la date de décision formulée par le comité régional de sélection.

Le délégataire tient également à disposition des membres du comité de sélection régional, à leur demande, toute information complémentaire liée aux projets sélectionnés.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et reste en vigueur jusqu'au versement du solde tel que précisé à l'article. 7.2 et au plus tard 4 ans après la date de délibération ayant autorisé la présidente de la région à signer la présente convention. Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle et à la confidentialité stipulées aux articles ci-dessus demeurent en vigueur au-delà de la durée conventionnelle.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

A tout moment il pourra être procédé à une révision de la présente convention.

La partie demanderesse devra alors saisir par lettre recommandée avec accusé de réception ses cocontractants, trois mois au moins avant la date d'effet souhaitée des modifications.

Toute modification ne pourra intervenir que par la signature d'un avenant qui, pour la Région devra être dûment approuvée par son assemblée délibérante.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 12 – RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai d'un mois minimum suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Ce délai court à compter de la date de réception postale de la mise en demeure qui doit être dûment motivée.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation devient effective, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un commencement d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil.

Dans le cas de non-exécution d'une obligation résultant d'un cas de force majeure, la partie défaillante devra en informer immédiatement l'autre partie afin de prévoir conjointement toutes mesures nécessaires pour en limiter les conséquences.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure dépasse trois mois consécutifs, l'autre partie pourra résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Par ailleurs, à tout moment les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

La résiliation pourra notamment être prononcée par la Région en cas d'abandon des actions concernées par la présente convention.

En 2 exemplaires originaux

La Présidente
du Conseil régional

Le délégataire

Valérie PECRESSE

XXXXXXXXX

Annexe 10 - Fiche Projet GAUPRO - Multiverse Computing

DOSSIER N° 23007011 - PAQ 2023 - PROJET GAUPRO - MULTIVERSE COMPUTING

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	313 408,00 € HT	45,00 %	141 033,00 €
Montant total de la subvention			141 033,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MULTIVERSE COMPUTING

Adresse administrative : 7 RUE DE LA CROIX MARTRE
91120 PALAISEAU

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Enrique LIZASO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Des travaux préparatoires ont été entamés en amont du vote.

Description :

L'évaluation correcte de la valeur de portefeuilles de produits dérivés et des risques sous-jacents est un enjeu majeur pour le secteur bancaire et l'économie au sens large. Compte tenu de la complexité des modèles de valorisation, l'évaluation et la production des métriques de risque des portefeuilles de instruments financiers complexes nécessite de plus en plus de puissance de calcul. Pour accélérer la production des évaluations et des métriques de risque, l'utilisation d'algorithmes d'apprentissage automatique (IA) et plus spécifiquement celle des réseaux de neurones est largement employée mais ne permet pas de résoudre tous les problèmes d'évaluation avec une capacité de calcul raisonnable.

Le projet GAUPRO vise ainsi à ajouter au panel des méthodes à sa disposition celles issues de l'informatique quantique et dites « inspirées » du quantique.

Le projet vise à proposer des méthodes quantiques permettant d'accélérer l'obtention des évaluations des prix et des risques associés, ce qui sera aussi un gain en énergie, et même de pouvoir finalement résoudre des problèmes encore aujourd'hui insolubles.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses R&D	313 408,00	100,00%
Total	313 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	172 375,00	55,00%
Subvention Région	141 033,00	45,00%
Total	313 408,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle

Annexe 11 - Convention GAUPRO

CONVENTION N°

**entre la Région Ile-de-France et la société Multiverse Computing
relative au Projet coopératif de Recherche et Développement GAUPRO**

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 2, rue Simone Veil, 93200 Saint-Ouen

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Dument habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

MULTIVERSE COMPUTING SAS

Située au 7 rue de la croix Martre

91120 Palaiseau

Siret : 898726534-00016

Code NAF : 62.02A Conseil en systèmes et logiciels informatiques

Représentée par Michel Kurek en qualité de Directeur Général

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région peut sur les technologies quantiques s'appuyer sur :

- la plus grande concentration européenne d'équipes académiques, forte de près de 1000 chercheurs répartis dans plus de 100 équipes de recherche et 30 laboratoires, déjà rassemblés au sein du DIM QUANTIP financé par la Région
- Un foisonnement de startups issues pour la plupart de ces laboratoires de recherche créatrices d'emplois pérennes à forte valeur ajoutée
- De grands groupes industriels à la pointe sur ces technologies ou fournisseurs de cas d'usages permettant à terme de démontrer l'avantage quantique et construire la compétitivité de notre industrie à moyen - long terme.

La Région a aujourd'hui la possibilité d'agir de manière structurante en vue de :

- Promouvoir l'innovation et l'excellence de l'écosystème quantique francilien sur des sujets bénéficiant d'un haut potentiel de rayonnement scientifique
- Promouvoir l'attractivité de la Région auprès des entreprises et chercheurs à haut potentiel sur le plan international
- Accélérer les transferts de technologie et les collaborations entre laboratoires de recherche, Industriels et startups franciliennes du domaine
- Démontrer l'avantage quantique sur des sujets industriels structurants pour construire la compétitivité de l'Industrie de demain
- Explorer des calculateurs moins consommateurs d'énergie que ceux répandus actuellement et qui représentent une part toujours croissante des consommations énergétiques aujourd'hui

L'aide accordée relève du régime cadre exempté de notification N° SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFCIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au Projets suivants : Pack Quantique 2023 – GAUPRO et tel que décrit à l'annexe technique.

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFCIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5 et les montants figurant dans la Fiche Projet annexée à la présente convention, une aide d'un montant maximum de 141 033 € sur la base de dépenses telles que définies dans l'annexe financière.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFCIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai tel qu'indiqué dans la Fiche Projet annexée à la présente convention, et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois,
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme et réalisées à compter de la date prévue dans la fiche projet.

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat ou non avec des partenaires tels que définis en annexe technique.

Les partenaires gèreront le Projet en collaboration. A ce titre, les bénéficiaires seront chargés d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre à la Région Ile-de-France un rapport d'avancement du projet qui pourra être demandé lors des versements intermédiaires

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENTS

Les versements de la subvention régionale sont effectués dans le respect des dispositions suivantes. Chaque versement de subvention est effectué sur demande du BENEFCIAIRE.

5.1 Pour les versements intermédiaires :

5.1.1 Les demandes d'avances

Le BENEFCIAIRE peut demander une avance de 30 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention ; il peut aussi bénéficier d'une deuxième avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois sous réserve de justification de l'utilisation de l'intégralité de la première avance versée.

Les pièces à fournir

- pour la première demande d'avance :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
 - un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE daté et signé par le représentant légal ou la personne habilitée. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- pour la seconde demande d'avance :
- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
 - un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE, visé par le représentant légal ou la personne habilitée, attestant d'un manque de trésorerie
 - un état des dépenses, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE de la subvention ou la personne habilitée, attestant de la réalisation des dépenses relatives à l'avance précédente.
- **5.1.2 Les demandes d'acomptes :**

Le BENEFICIAIRE peut effectuer une demande d'acompte sur la base des dépenses effectivement réalisées et acquittées. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

5.2 Pour le versement du solde :

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par la Région, prononcé conformément aux stipulations de l'article 7.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les BENEFICIAIRES de droit public, la signature du comptable public est requise,
- pour les BENEFICIAIRES de droit privé, un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, ainsi que la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme

en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Enfin, le BENEFCIAIRE transmet un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFCIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFCIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou s'il est estimé que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFCIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFCIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFCIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le BENEFCIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFCIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 7 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

7.1.- Le BENEFCIAIRE adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

7.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFCIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

7.3.- Au vu des documents fournis par le BENEFCIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 5.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 7.4.

7.4.- En application des stipulations de l'article 10, la Région peut, à sa seule initiative, demander la restitution immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFCIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 7.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 7.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

8.1 - à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, dans le cas des BENEFICIAIRES de droit privé.

8.2. - à publier 1 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région

8.3.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

8.4.- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière :
 - o Modification de plein droit : à la double condition que les services de la Région n'aient pas fait opposition dans le délai d'un mois à compter de leur réception et que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 5 % du montant total du programme,
 - o Modification après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région : sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification, tout en excédant les seuils visés ci-dessus, reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant total du programme.

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services opérationnels de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

8.5.- à signer un contrat de collaboration avec les Partenaires et à le communiquer à la Région Ile de France. En l'absence de cette communication, les versements intermédiaires pourront ne pas être octroyés

8.6. - à fournir, concomitamment à la demande de solde :

- un rapport de fin de programme rédigé en commun avec le partenaire du projet, rendant compte :
 - de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes)
 - de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme, en spécifiant les évolutions directement liées au Projet,
- une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale,
- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.

8.7.- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné. Cette comptabilité et les documents afférents (justificatifs), ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant,

seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

8.8.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région avec un préavis de dix (10) jours ouvrés minimum, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. La Région informe le BENEFCIAIRE que les autres BENEFCIAIRES solidaires sont engagés au même titre que le BENEFCIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

8.9.- à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

8.10.- à respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'État.

8.11.- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 – EVALUATION DES RETOMBÉES DU PROJET – DURÉE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFCIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFCIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFCIAIRE et l'expert ou que l'expert désigné est salarié d'une société en précontentieux ou contentieux avec le BENEFCIAIRE ou encore si l'expert est un salarié d'un concurrent du BENEFCIAIRE.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le BENEFCIAIRE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au BENEFCIAIRE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFCIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFCIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – RESTITUTION EVENTUELLE

11.1.- Restitution de l'aide :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à la restitution de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFCIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,

- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFCIAIRE sur le lieu de réalisation du programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée aux structures de droit privé en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non-versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires

11.2.- Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFCIAIRE s'engage à informer la Région de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, la Région se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. La Région déterminera les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

11.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 10 ainsi que les articles 7.4, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFCIAIRE.

Les sommes versées au BENEFCIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 8.8.

ARTICLE 12 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFCIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 13 – DUREE DE LA CONVENTION

Nonobstant sa date de signature par les Parties et les dates d'éligibilité des dépenses indiquées en article 3 ci-dessus, la convention entrera en vigueur lors du vote de la délibération CP 2023-327 en date du 21 septembre 2023 et demeurera en vigueur jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 14 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la présente convention
- les conditions générales de la convention d'application
- l'annexe technique
- l'annexe financière

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 17 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le -----

M. XXX

Agissant en qualité de

La Présidente de la Région Ile-de-France
ou son représentant

Conditions générales de la convention d'application

ARTICLE 1 : Suivi de la présente convention d'application

Afin d'assurer le suivi du Projet ; il est instauré un comité de suivi, dont le secrétariat est assuré par la Région. Les partenaires du Projet sont présents à ce comité.

Le comité de suivi se réunira **une fois par an** et peut être réuni à la demande de l'une ou l'autre des parties ou du BENEFCIAIRE en cas de besoin, notamment dans les cas de modifications substantielles visés à l'article 2. Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux membres du comité.

Le Comité de suivi veille au bon déroulement du Projet. Il peut acter des modifications validées par l'ensemble de ses membres qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

Il est chargé de suivre :

- la réalisation scientifique et technique du programme,
- la réalisation financière du programme,
- l'impact sur l'emploi (industriel et académique) du projet (impact direct et impact indirect),
- le partenariat avec les PME, industriels et les laboratoires publics participants,
- les retombées fiscales induites pour les collectivités territoriales.

Le BENEFCIAIRE adresse les documents techniques relatifs à l'exécution du projet au secrétaire du comité de suivi.

Le BENEFCIAIRE s'engage en outre à adresser au secrétaire du comité de suivi les comptes rendus que celui-ci pourra demander sur l'état d'avancement du Projet et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'au règlement final de la convention.

Un comité de suivi final précèdera toute demande de constat de fin de programme.

ARTICLE 2 : Modification du programme

Les modifications du programme altérant l'objet, les délais, et/ou la correcte exécution de la présente convention sont notifiées par écrit (courrier électronique ou courrier postal) par le BENEFCIAIRE et son partenaire à la Région et sont avalisées :

- par un avis favorable du comité de suivi du projet, lorsqu'il s'agit d'une demande de report de fin de programme,
- par un avenant à la présente convention pour toute autre modification.

Faute de conclusion d'un tel avenant ou de l'avis favorable du comité de suivi, la convention est soldée en l'état.

ARTICLE 3 : Sous-traitance

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention, il ne peut y avoir de sous-traitance entre partenaires d'un même projet ; les financeurs n'interviennent en rien dans les rapports que le BENEFCIAIRE entretient avec les sous-traitants éventuels du projet aidé, et leur responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre.

ARTICLE 4 : Protection des résultats

Les opérations suivantes engagées dans le cadre du Projet conduit au titre de la présente convention, donnent lieu à information du comité de suivi :

- dépôt de brevets ;
- dépôt de certificat d'utilité ;
- dépôt de certificat d'addition ;
- cession de brevet ;

- licences octroyées à titre onéreux ou gratuit sur les brevets déposés, dans un délai de 5 ans après le dépôt de ces derniers / dans le délai du projet.

La Région se réserve le droit, à compter d'un an après l'information donnée au comité de suivi, de demander toute information complémentaire sur toute opération présentée au comité de suivi.

Dans le cas où la gestion des brevets, certificats d'utilité, certificat d'addition ou licences sur ces derniers ne serait pas mise en œuvre directement par le BENEFCIAIRE, ce dernier s'engage par ailleurs à ce que les informations délivrées au comité de suivi soient les plus fidèles, les plus exhaustives et les plus correctes possibles.

ARTICLE 5 : Publicité

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le BENEFCIAIRE s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le BENEFCIAIRE autorise, la Région à communiquer sur les éléments du Projet subventionné qui lui sont communiqués par le BENEFCIAIRE (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. Le BENEFCIAIRE et son partenaire informeront la Région lorsque les éléments communiqués relatifs au Projet présenteront des enjeux de confidentialité nécessitant que la Région ne les intègre pas dans les communications.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les résultats issus du Projet et sur lesdits éléments. Toute utilisation ou exploitation commerciale des résultats du Projet et des éléments qui lui sont communiqués par le BENEFCIAIRE et le partenaire du BENEFCIAIRE par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des BENEFCIAIRES de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le BENEFCIAIRE s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le BENEFCIAIRE dans sa démarche.

ARTICLE 6 : Avenants

Toute modification aux présentes, à l'exception de celle prévu à l'article 2 des conditions générales d'application, devra faire l'objet d'un avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional et signé par les parties.

Annexe 12 - Fiche Projet PAQ - AQADEF

DOSSIER N° 23007004 - PAQ 2023 - PROJET AQADEF - QBITSOFT

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167004-400

Action : 16700401- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	410 000,00 € HT	45,00 %	184 500,00 €
Montant total de la subvention			184 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QBITSOFT

Adresse administrative : 17 AVENUE DE LA TERRASSE
78360 MONTESSON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Olivier PEGEON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Des travaux de cadrage préliminaires seront réalisés dès le 1er septembre 2023

Description :

Le projet consiste à identifier un Avantage Quantique pour la Détection de Fraudes (Assurances).

La fraude est un sujet central pour les compagnies d'assurance : près de 360 millions d'euros de fraude ont été identifiés en 2020. Le phénomène semble s'amplifier : en 2022, 20% des assurés assument avoir déjà fraudé, contre seulement 11% en 2021. Il devient donc urgent de prendre des mesures pour rendre la détection de fraude plus efficace. La quantité de données à traiter par les assureurs, la variété de profils d'assurés, la réglementation encadrant la protection des données des clients constituent d'importants obstacles à la mise en place d'outils de détection de fraudes efficaces. Le projet vise à démontrer comment le Machine Learning Quantique (QML) peut apporter une nouvelle perspective pour la mise en œuvre de tels outils. Ce nouveau paradigme permet de traiter des données plus complexes notamment à l'aide de modèles graphiques probabilistes

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de R&D	410 000,00	100,00%
Total	410 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	225 500,00	55,00%
Subventions Région	184 500,00	45,00%
Total	410 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle

AQADEF - Avantage Quantique pour la Détection de Fraudes

Tableau 1 : Dépenses de personnel

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Directeur technique - Ingénieur - Expert Calcul Quantique	112,56 €	946	106 480,00 €
1b	Ingénieur Calcul Quantique	37,21 €	1 835	68 279,07 €
1c	Ingénieur junior Calcul Quantique ou post-Doctorant	31,63 €	3 297	104 277,21 €
1d				
1e				
Total T1 :				279 036,28 €

Taux horaire direct = (Salaires bruts annuels + charges patronales annuelles) / 1 720 heures. Le salaire brut correspond à l'intégralité des sommes perçues par le salarié (dont primes) au titre de son contrat de travail avant toute déduction de cotisations obligatoires.

Tableau 2 : Frais généraux et achats

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
2a	Frais généraux forfaitaires (20% des frais de personnel)	55 807,26 €
2b	Achats consommés ou incorporés	5 000,00 €
Total T2 :		60 807,26 €

Tableau 3 : Prestations et sous-traitance

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Prestataire externe spécialisé en Ingénierie en Calcul Quantique	50 000,00 €
3b		
3c		
3d		
3e		
3f		
3g		
3h		
Total T3 :		50 000,00 €

Tableau 4 : Équipements de R&D

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	Investissements non récupérables (affectés au programme)	20 000,00 €
4b	Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme)	
Total T4 :		20 000,00 €

Tableau 5 : Autres dépenses (préciser)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b		
5c		
5d		
5e		
Total T5 :		- €

Total des dépenses prévues	T1 +...+ T5 =	409 843,53 €
-----------------------------------	---------------	--------------

Annexe 13 - Convention AQADEF

<p style="text-align: center;">CONVENTION N° entre la Région Ile-de-France et la société QbitSoft relative au Projet coopératif de Recherche et Développement AQADEF</p>

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 2, rue Simone Veil, 93200 Saint-Ouen

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Dument habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

QBITSOFT SAS

Adresse du siège : **17 Avenue de la Terrasse 78360 Montesson**

Adresse du lieu où sont réalisés les travaux de R&D : **La Maison Quantique – Station F – 5, Parvis Alan Turing, Paris 13^{ème}**

Siret : **910 443 423 00025**

Code APE : **62.02A**

Représentée par Mr PEGEON Olivier en qualité de directeur général

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Région peut sur les technologies quantiques s'appuyer sur :

- la plus grande concentration européenne d'équipes académiques, forte de près de 1000 chercheurs répartis dans plus de 100 équipes de recherche et 30 laboratoires, déjà rassemblés au sein du DIM QUANTIP financé par la Région
- Un foisonnement de startups issues pour la plupart de ces laboratoires de recherche créatrices d'emplois pérennes à forte valeur ajoutée
- De grands groupes industriels à la pointe sur ces technologies ou fournisseurs de cas d'usages permettant à terme de démontrer l'avantage quantique et construire la compétitivité de notre industrie à moyen - long terme.

La Région a aujourd'hui la possibilité d'agir de manière structurante en vue de :

- Promouvoir l'innovation et l'excellence de l'écosystème quantique francilien sur des sujets bénéficiant d'un haut potentiel de rayonnement scientifique
- Promouvoir l'attractivité de la Région auprès des entreprises et chercheurs à haut potentiel sur le plan international
- Accélérer les transferts de technologie et les collaborations entre laboratoires de recherche, Industriels et startups franciliennes du domaine
- Démontrer l'avantage quantique sur des sujets industriels structurants pour construire la compétitivité de l'Industrie de demain
- Explorer des calculateurs moins consommateurs d'énergie que ceux répandus actuellement et qui représentent une part toujours croissante des consommations énergétiques aujourd'hui

L'aide accordée relève du régime cadre exempté de notification N° SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche industrielle

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFCIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au Projets suivants : Pack Quantique 2023 – AQADEF et tel que décrit à l'annexe technique.

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFCIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5 et les montants figurant dans la Fiche Projet annexée à la présente convention, une aide d'un montant maximum de 184 500€ sur la base de dépenses telles que définies dans l'annexe financière.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFCIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai tel qu'indiqué dans la Fiche Projet annexée à la présente convention, et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois,
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme et réalisées à compter de la date prévue dans la fiche projet.

ARTICLE 4 – CARACTERE COLLABORATIF DU PROJET

Le Projet défini ci-dessus sera exécuté en partenariat ou non avec des partenaires tels que définis en annexe technique.

Les partenaires gèreront le Projet en collaboration. A ce titre, les bénéficiaires seront chargés d'organiser des revues de projets, au minimum, à périodicité annuelle et à transmettre à la Région Ile-de-France un rapport d'avancement du projet qui pourra être demandé lors des versements intermédiaires

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENTS

Les versements de la subvention régionale sont effectués dans le respect des dispositions suivantes. Chaque versement de subvention est effectué sur demande du BENEFCIAIRE.

5.1 Pour les versements intermédiaires :

5.1.1 Les demandes d'avances

Le BENEFCIAIRE peut demander une avance de 30 % de la subvention à compter de la notification de la présente convention ; il peut aussi bénéficier d'une deuxième avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois sous réserve de justification de l'utilisation de l'intégralité de la première avance versée.

Les pièces à fournir

- pour la première demande d'avance :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
 - un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE daté et signé par le représentant légal ou la personne habilitée. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- pour la seconde demande d'avance :
- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
 - un plan de trésorerie du BENEFICIAIRE, visé par le représentant légal ou la personne habilitée, attestant d'un manque de trésorerie
 - un état des dépenses, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE de la subvention ou la personne habilitée, attestant de la réalisation des dépenses relatives à l'avance précédente.
- **5.1.2 Les demandes d'acomptes :**

Le BENEFICIAIRE peut effectuer une demande d'acompte sur la base des dépenses effectivement réalisées et acquittées. Les pièces à fournir sont les suivantes :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

5.2 Pour le versement du solde :

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par la Région, prononcé conformément aux stipulations de l'article 7.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- une demande de versement de subvention (DVS) signée par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les BENEFICIAIRES de droit public, la signature du comptable public est requise,
- pour les BENEFICIAIRES de droit privé, un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, ainsi que la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes lorsque l'organisme

en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Enfin, le BENEFCIAIRE transmet un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFCIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFCIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou s'il est estimé que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFCIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFCIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le BENEFCIAIRE n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le BENEFCIAIRE établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date du premier appel de fonds, le BENEFCIAIRE dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 7 – RAPPORTS INTERMEDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

7.1.- Le BENEFCIAIRE adresse, à l'occasion des revues de projet prévues en préambule, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux à la Région pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

7.2.- Le constat de fin de programme peut être demandé par le BENEFCIAIRE, de manière anticipée, à la Région en cas d'abandon de sa participation au Projet.

En cas de déroulement normal du Projet le constat de fin de programme est remis au plus tard un an après la fin du Projet, telle que prévue en article 3.

7.3.- Au vu des documents fournis par le BENEFCIAIRE pour le solde du Projet :

- soit la Région constate l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues en article 5.2,
- soit la Région constate l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations de l'article 7.4.

7.4.- En application des stipulations de l'article 10, la Région peut, à sa seule initiative, demander la restitution immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BENEFCIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé à l'article 7.2,
- non remise à la Région de tout ou partie des documents précisés à l'article 7.3,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par la Région.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

8.1 - à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, dans le cas des BENEFICIAIRES de droit privé.

8.2. - à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région

8.3.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

8.4.- à tenir la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes technique et financière :
 - o Modification de plein droit : à la double condition que les services de la Région n'aient pas fait opposition dans le délai d'un mois à compter de leur réception et que leur incidence sur chacun des postes de la répartition soit inférieure à 5 % du montant total du programme,
 - o Modification après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région : sur demande du BENEFICIAIRE, lorsque l'incidence de la modification, tout en excédant les seuils visés ci-dessus, reste inférieure, pour chaque poste concerné, à 15 % du montant total du programme.

Dans l'hypothèse où le programme subit des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus est apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

Dans tous les cas, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés aux annexes technique et financière par d'autres équipements pourra entraîner, sur décision des services opérationnels de la Région, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

8.5.- à signer un contrat de collaboration avec les Partenaires et à le communiquer à la Région Ile de France. En l'absence de cette communication, les versements intermédiaires pourront ne pas être octroyés

8.6. - à fournir, concomitamment à la demande de solde :

- un rapport de fin de programme rédigé en commun avec le partenaire du projet, rendant compte :
 - de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes)
 - de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme, en spécifiant les évolutions directement liées au Projet,
- une attestation actualisée de régularité de sa situation fiscale et sociale,
- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé.

8.7.- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné. Cette comptabilité et les documents afférents (justificatifs), ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant,

seront tenus à la disposition de la Région dans les quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

8.8.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région avec un préavis de dix (10) jours ouvrés minimum, ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. La Région informe le BENEFCIAIRE que les autres BENEFCIAIRES solidaires sont engagés au même titre que le BENEFCIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

8.9.- à participer aux revues de Projet et comité de suivi, en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, et de l'évaluation des actions subventionnées.

8.10.- à respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'État.

8.11.- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 – EVALUATION DES RETOMBÉES DU PROJET – DURÉE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFCIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date de notification de la subvention par la Région. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BENEFCIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFCIAIRE et l'expert ou que l'expert désigné est salarié d'une société en précontentieux ou contentieux avec le BENEFCIAIRE ou encore si l'expert est un salarié d'un concurrent du BENEFCIAIRE.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le BENEFCIAIRE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au BENEFCIAIRE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFCIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFCIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – RESTITUTION EVENTUELLE

11.1.- Restitution de l'aide :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à la restitution de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFCIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,

- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée aux structures de droit privé en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non-versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires

11.2.- Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer la Région de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, la Région se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. La Région déterminera les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

11.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 10 ainsi que les articles 7.4, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de deux ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 8.8.

ARTICLE 12 – AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BENEFICIAIRE autorise la Région à communiquer à la Commission Européenne tous les éléments d'information nécessaires à l'exercice de son contrôle en matière d'aides d'Etat.

ARTICLE 13 – DUREE DE LA CONVENTION

Nonobstant sa date de signature par les Parties et les dates d'éligibilité des dépenses indiquées en article 3 ci-dessus, la convention entrera en vigueur lors du vote de la délibération CP 2023-327 en date du 21 septembre 2023 et demeurera en vigueur jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 14 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la présente convention
- les conditions générales de la convention d'application
- l'annexe technique
- l'annexe financière

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le règlement de tout litige survenant dans l'exécution des dispositions de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le -----

M. XXX

Agissant en qualité de

La Présidente de la Région Ile-de-France
ou son représentant

Conditions générales de la convention d'application

ARTICLE 1 : Suivi de la présente convention d'application

Afin d'assurer le suivi du Projet ; il est instauré un comité de suivi, dont le secrétariat est assuré par la Région. Les partenaires du Projet sont présents à ce comité.

Le comité de suivi se réunira **une fois par an** et peut être réuni à la demande de l'une ou l'autre des parties ou du BENEFCIAIRE en cas de besoin, notamment dans les cas de modifications substantielles visés à l'article 2. Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux membres du comité.

Le Comité de suivi veille au bon déroulement du Projet. Il peut acter des modifications validées par l'ensemble de ses membres qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

Il est chargé de suivre :

- la réalisation scientifique et technique du programme,
- la réalisation financière du programme,
- l'impact sur l'emploi (industriel et académique) du projet (impact direct et impact indirect),
- le partenariat avec les PME, industriels et les laboratoires publics participants,
- les retombées fiscales induites pour les collectivités territoriales.

Le BENEFCIAIRE adresse les documents techniques relatifs à l'exécution du projet au secrétaire du comité de suivi.

Le BENEFCIAIRE s'engage en outre à adresser au secrétaire du comité de suivi les comptes rendus que celui-ci pourra demander sur l'état d'avancement du Projet et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'au règlement final de la convention.

Un comité de suivi final précèdera toute demande de constat de fin de programme.

ARTICLE 2 : Modification du programme

Les modifications du programme altérant l'objet, les délais, et/ou la correcte exécution de la présente convention sont notifiées par écrit (courrier électronique ou courrier postal) par le BENEFCIAIRE et son partenaire à la Région et sont avalisées :

- par un avis favorable du comité de suivi du projet, lorsqu'il s'agit d'une demande de report de fin de programme,
- par un avenant à la présente convention pour toute autre modification.

Faute de conclusion d'un tel avenant ou de l'avis favorable du comité de suivi, la convention est soldée en l'état.

ARTICLE 3 : Sous-traitance

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention, il ne peut y avoir de sous-traitance entre partenaires d'un même projet ; les financeurs n'interviennent en rien dans les rapports que le BENEFCIAIRE entretient avec les sous-traitants éventuels du projet aidé, et leur responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre.

ARTICLE 4 : Protection des résultats

Les opérations suivantes engagées dans le cadre du Projet conduit au titre de la présente convention, donnent lieu à information du comité de suivi :

- dépôt de brevets ;
- dépôt de certificat d'utilité ;
- dépôt de certificat d'addition ;
- cession de brevet ;

- licences octroyées à titre onéreux ou gratuit sur les brevets déposés, dans un délai de 5 ans après le dépôt de ces derniers / dans le délai du projet.

La Région se réserve le droit, à compter d'un an après l'information donnée au comité de suivi, de demander toute information complémentaire sur toute opération présentée au comité de suivi.

Dans le cas où la gestion des brevets, certificats d'utilité, certificat d'addition ou licences sur ces derniers ne serait pas mise en œuvre directement par le BENEFCIAIRE, ce dernier s'engage par ailleurs à ce que les informations délivrées au comité de suivi soient les plus fidèles, les plus exhaustives et les plus correctes possibles.

ARTICLE 5 : Publicité

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le BENEFCIAIRE s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le BENEFCIAIRE autorise, la Région à communiquer sur les éléments du Projet subventionné qui lui sont communiqués par le BENEFCIAIRE (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. Le BENEFCIAIRE et son partenaire informeront la Région lorsque les éléments communiqués relatifs au Projet présenteront des enjeux de confidentialité nécessitant que la Région ne les intègre pas dans les communications.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les résultats issus du Projet et sur lesdits éléments. Toute utilisation ou exploitation commerciale des résultats du Projet et des éléments qui lui sont communiqués par le BENEFCIAIRE et le partenaire du BENEFCIAIRE par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des BENEFCIAIRES de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le BENEFCIAIRE s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le BENEFCIAIRE dans sa démarche.

ARTICLE 6 : Avenants

Toute modification aux présentes, à l'exception de celle prévu à l'article 2 des conditions générales d'application, devra faire l'objet d'un avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional et signé par les parties.

Annexe 14 - Avenant convention i-Demo

AVENANT n°1
A la convention financière régionale
« PROGRAMME INVESTISSEMENTS D'AVENIR-France 2030 »
Projets Collaboratifs I-Démo régionalisé
en région Ile-de-France

La Région Île-de-France,

représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP 2023-327 du 21 septembre 2023

ci-après désignée « la Région »,

D'une part,

- **Et**

Bpifrance, société anonyme, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 5 440 000 000 €, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, directeur général adjoint, intervenant, tant pour le compte de Bpifrance que pour le compte de ses filiales,

ci-après dénommée «Bpifrance»,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'Etat et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'Etat, Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la convention approuvée par délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021, entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

Vu la délibération n° CP 2022-376 de la commission permanente du conseil régional en date du 22 septembre 2022 portant sur le programme d'investissements d'avenir PIA4 : convention régionale et conventions financières de partenariat ;

Vu la délibération n° CP 2023-327 de la commission permanente du conseil régional en date du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant à la convention financière régionale « Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du volet régionalisé du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir « PIA 4 », désormais intégré au plan France 2030, qui prévoit une dotation de 1 Md€, dont 500 M€ apportés par l'Etat et 500 M€ par les Régions, en faveur du développement territorial des PME et des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette enveloppe, doublée par rapport au PIA 3 régionalisé, permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

183 083 792 € seront mobilisés à parité conjointement par l'Etat et la Région Île-de-France entre 2021 et 2025

La Convention régionale signée entre l'Etat, la Région Ile-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations retient quatre axes d'intervention : « projets d'innovation », « projets collaboratifs de recherche et développement », « projet de filières » et « projets d'ingénierie et de formation professionnelle ».

La Convention régionale **confie** notamment à Bpifrance et à la Caisse des dépôts et consignations la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région) sur les actions conduites en région Île-de-France.

La Région a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 91,5 M€ sur l'ensemble du périmètre du PIA 4 régionalisé sur la période 2021-25, dont 14 M€ au titre de l'axe « projets collaboratifs I-Démo Régionalisé ».

Ce sont 28 M€ apportés en totalité par l'Etat et la Région représentant un effort significatif.

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales confiées à Bpifrance en Île-de-France sur l'action : Aides à l'innovation « Bottom-up ».

Ont déjà été mobilisés par la Région 4 000 000 €, hors frais de gestion (100 000€ pour la prise en charge des frais de gestion).

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales confiées à Bpifrance en Île-de-France sur l'action - « Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 ».

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

La Région a décidé de mobiliser 4 000 000 euros supplémentaires pour l'Appel à projets « Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 », hors frais de gestion, au regard de la demande croissante des entreprises.

Les dispositions de l'annexe technique n°1 à la convention financière régionale adoptée par délibération n° CP 2022-376 du 22 septembre 2022 et signée le 03 janvier 2023, sont donc modifiées selon l'annexe technique associée à cet avenant.

Les autres dispositions de la convention financière régionale « programme investissements d'avenir PIA4 – Projets Collaboratifs I-Demo Régionalisé » - en région Île-de-France signée le 3 janvier 2023 non modifiées par la présente restent inchangées.

Fait à _____, le ... / ... / ...

En 2 exemplaires originaux.

**La présidente
de la région Île-de-France**

**Le directeur général adjoint
Bpifrance**

Valérie PECRESSE

Arnaud CAUDOUX

Annexe technique Dotation du Fonds Région pour 2023 - Axe Filières

Action - Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030

Convention initiale : pour 2022, la dotation de la Région est fixée à 4 100 000 €, composée de :

- 4 000 000 euros d'intervention en subventions (100% du financement total) ;
- 100 000 euros de frais de gestion.

Fonds IDF PIA 4 – 2022	Dotation des volets du fonds
Volet SUB I-Démo PIA 4 IDF	4 000 000
Frais de gestion	100 000
TOTAL 2022	4 100 000

Avenant n°1 : la dotation additionnelle de la Région est fixée à **4 100 000 € en 2023**, composée de :

- 4 000 000 euros d'intervention en subventions (100 % du financement total) ;
- 100 000 euros de frais de gestion.

Fonds IDF PIA 4 – 2023	Dotation des volets du fonds
Volet SUB I-Démo PIA 4 IDF	4 000 000
Frais de gestion	100 000
TOTAL 2023	4 100 000

Annexe 15 - Avenant Convention financière PIA 4 Filières GLI

AVENANT n°3
A la convention financière régionale n°21009489
Projets de filières en région Île-de-France
Grands Lieux d'Innovation (GLI) France 2030

La Région Île-de-France,

représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP 2023-327 du 21 septembre 2023

ci-après désignée « la Région »,

D'une part,

- **Et**

Bpifrance, société anonyme, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 5 440 000 000 €, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, directeur général adjoint, intervenant, tant pour le compte de Bpifrance que pour le compte de ses filiales,

ci-après dénommée «Bpifrance»,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'Etat et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'Etat, Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la convention approuvée par délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021, entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

Vu la délibération n° CP 2021-390 de la commission permanente du conseil régional en date du 22 septembre 2021 portant sur le programme d'investissements d'avenir PIA4 : convention régionale et conventions financières de partenariat ;

Vu la délibération n° CP 2023-046 de la commission permanente du conseil régional en date du 25 janvier 2023 approuvant le précédent avenant à la convention financière régionale « projet de filières en région Île-de-France - Grands Lieux d'Innovation (GLI) France 2030.

Vu la délibération n° CP 2023-327 de la commission permanente du conseil régional en date du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant à la convention financière régionale « projet de filières en région Île-de-France - Grands Lieux d'Innovation (GLI) France 2030.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du volet régionalisé du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir « PIA 4 », désormais intégré au plan France 2030, qui prévoit une dotation de 1 Md€, dont 500 M€ apportés par l'Etat et 500 M€ par les Régions, en faveur du développement territorial des PME et des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette enveloppe, doublée par rapport au PIA 3 régionalisé, permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

183 M€ seront mobilisés à parité conjointement par l'Etat et la Région Île-de-France entre 2021 et 2025

La Convention régionale signée entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations retient quatre axes d'intervention : « projets d'innovation », « projets collaboratifs de recherche et développement », « projet de filières » et « projets d'ingénierie et de formation professionnelle ». La Convention régionale confie notamment à Bpifrance et à la Caisse des dépôts et consignations la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région) sur les actions conduites en région Île-de-France.

La Région a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 91,5 M€ sur l'ensemble du périmètre du PIA 4 régionalisé sur la période 2021-2025, dont 27,7 M€ au titre de l'axe « projets de filières », constitué d'un volet SESAME filières France 2030 (18 M€), d'un volet agricole et forestier (2 M€) et un volet Grands Lieux d'Innovation (7,7 M€).

La convention financière régionale « programme d'investissements d'avenir PIA4 » – projets de filières en région Île-de-France - a confié à Bpifrance la gestion des ressources mobilisées par l'Etat et la Région sur l'action « accompagnement et transformation des filières » (SESAME filières et Grands Lieux d'Innovation »).

Un avenant N°1 à la convention financière « Filières » prévoit le réabondement du volet Filières « Axe Agricole et Forestier ».

Ont déjà été mobilisés par la Région 1 700 000€, hors frais de gestion (850 000€ en subventions et 850 000€ en avances récupérables), pour le 1er appel à projets Grands Lieux d'Innovation France 2030 ouvert en 2022 ; puis à nouveau 3 000 000 € en 2022, hors frais de gestion (1 500 000 € en subventions et 1 500 000 € en avances récupérables).

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales confiées à Bpifrance en Île-de-France sur l'action « accompagnement et transformation des filières » - Grands Lieux d'Innovation France 2030.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

La Région a décidé de mobiliser 1 500 000 euros supplémentaires (750 000€ en subventions et 750 000€ en avances récupérables) pour l'Appel à projets « Grands Lieux d'Innovation France 2030 », hors frais de gestion, au regard de la demande croissante des entreprises.

Les dispositions de l'annexe technique n°2 à la convention financière régionale n° 21009489 signée le 15 novembre 2021, sont donc modifiées selon l'annexe technique associée à cet avenant.

Les autres dispositions de la convention financière régionale « programme investissements d'avenir PIA4 » - projets de filières en région Île-de-France signée le 15 novembre 2021 non modifiées par la présente restent inchangées.

Fait à , le ... /... /...

En 2 exemplaires originaux.

**La présidente
de la région Île-de-France**

**Le directeur général adjoint
Bpifrance**

Valérie PECRESSE

Arnaud CAUDOUX

Annexe technique n°3 :
Dotation du Fonds Région pour 2023 - Axe Filières
Action Grands Lieux d'Innovation France 2030

Convention initiale : pour 2021, la dotation de la Région est fixée à 1 742 500€, composée de :

- 850 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 850 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
- 42 500 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 filières GLI 2021	Dotation du fonds
Volet SUB PIA 4 filières GLI IDF	850 000 €
Volet AR PIA 4 filières GLI IDF	850 000 €
Frais de gestion	42 500 €
Total	1 742 500 €

Avenant n°2 : la dotation additionnelle de la Région est fixée à 3 075 000 € en 2022, composée de :

- 1 500 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 1 500 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
- 75 000 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 filières GLI 2022	Dotation du fonds
Volet SUB PIA 4 filières GLI IDF	1 500 000 €
Volet AR PIA 4 filières GLI IDF	1 500 000 €
Frais de gestion	75 000 €
Total	3 075 000 €

Avenant n°3 : la dotation additionnelle de la Région est fixée à 1 537 500 € en 2023, composée de :

- 750 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 750 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
- 37 500 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 filières GLI 2023	Dotation du fonds
Volet SUB PIA 4 filières GLI IDF	750 000 €
Volet AR PIA 4 filières GLI IDF	750 000 €
Frais de gestion	37 500 €
Total	1 537 500 €

Annexe 16 - Avenant n° 5 à la convention financière PIA 4 ILP

Avenant N°4 à la CONVENTION FINANCIERE REGIONALE
« PROGRAMME INVESTISSEMENTS D'AVENIR – PIA 4 »
Projets d'Innovation
en région Île-de-France

La Région Île-de-France,

représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP 2023-327 du 21 septembre 2023 ,

ci-après désignée « la Région »,

D'une part,

- **Et**

Bpifrance, société anonyme, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 5 440 000 000 €, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, directeur général adjoint, intervenant, tant pour le compte de Bpifrance que pour le compte de ses filiales,

ci-après dénommée «Bpifrance»,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'Etat et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les

dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'investissements d'avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'Etat, Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la convention approuvée par délibération n° CP n°2021-390 du 22 septembre, entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

Vu la délibération n° CP 2021-390 de la Commission permanente du conseil régional en date du 22 septembre 2021 approuvant la présente convention financière.

Vu la délibération N° CP 2021-503 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 19 novembre 2021 approuvant l'avenant n°1 à la convention financière PIA 4 « Projets d'Innovation ».

Vu la délibération N° CP 2022-298 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 07 juillet 2022 approuvant l'avenant n°2 à la convention financière PIA 4 « Projets d'Innovation ».

Vu la délibération N° CP 2022-459 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 10 novembre 2022 approuvant le présent avenant n°3 à la convention financière PIA 4 « Projets d'Innovation » ;

Vu la délibération N° CP 2023-208 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 1^{er} juin 2023 approuvant le présent avenant n°4 à la convention financière PIA 4 « Projets d'Innovation ».

Vu la délibération N° CP 2023-327 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 21 septembre 2023 approuvant le présent avenant n°5 à la convention financière PIA 4 « Projets d'Innovation ».

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent avenant à la convention financière régionale PIA 4 a pour objet de réabonder les actions « Projets d'innovation » du fonds au titre de l'année 2023 d'un montant de 5 millions d'euros (hors frais de gestion).

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Versement des aides régionales en subventions et avances remboursables

Le montant total de l'aide régionale est fixé à la somme de 5 125 000 euros au titre de l'action « projet d'innovation », selon la répartition suivante entre subventions avances récupérables et frais de gestion :

- 3 300 000 euros d'intervention en subventions (66% du financement total),
- 1 700 000 euros d'intervention en avances récupérables (34% du financement total).
- 125 000 euros de frais de gestion.

Pour chacune des natures d'intervention (subventions, avances récupérables et frais de gestion), les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- une avance de 2 575 000 euros composé d'une part de 2 500 000 euros au titre des volets d'interventions, soit 1 650 000 euros pour le volet subventions et 850 000 euros pour le volet avances récupérables, et d'autre part de 75 000 euros pour le volet frais de gestion, dès la signature des présentes.
- le solde, soit 2 575 000 euros composé d'une part de 2 500 000 euros au titre des volets d'interventions (1 650 000 euros pour le volet subventions et 850 000 euros pour le volet avances récupérables), sur appel de fonds dès qu'il sera constaté une utilisation de l'avance versée correspondante à hauteur de 80%, et d'autre part de 75 000 euros pour le volet frais de gestion, sur la base des aides accordées et sur production d'un état récapitulatif faisant apparaître les montants accordés, signés, versés et restant à verser, les noms des bénéficiaires.

Ces versements seront effectués selon les modalités ci-dessus décrites, et feront l'objet d'un virement sur le compte bancaire de Bpifrance dont le RIB sera adressé à la Région.

Les autres modalités de la convention du 22 septembre 2021 non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait à _____, le ... / ... / ...

En 2 exemplaires originaux.

**La présidente
de la région Île-de-France**

**Le directeur exécutif
Bpifrance**

Valérie PECRESSE

Arnaud CAUDOUX

Annexe technique n°4 :

Dotation du Fonds Région pour 2023 – Axe Projets D’Innovation Action Aides à l’innovation « Bottom-up Aides à l’innovation « Bottom-up »

Pour 2023, la dotation globale de la Région est fixée à 5 125 000 €, composée de :

- 3 300 000 euros d’intervention en subventions (66% du financement total) ;
- 1 700 000 euros d’intervention en avances récupérables (34% du financement total) ;
- 125 000 euros de frais de gestion.

ANNEXE FINANCIERE :

Fonds IDF PIA 4	Dotation des volets du fonds CP2021-390 du 22 septembre 2021	Dotation des volets du fonds CP2021-503 du 19 novembre 2021	Dotation des volets du fonds CP 2022- 298 du 07 juillet 2022	Dotation des volets du fonds CP 2022- 459 du 10 novembre 2022	Dotation des volets du fonds CP 2023- 208 du 1er juin 2023	Dotation des volets du fonds CP 2023- 327 du 21 septembre 2023	TOTAUX
Volet SUB PIA 4 IDF	5 280 000 €	3 960 000 €	3 960 000 €	5 280 000 €	2 640 000 €	3 300 000 €	24 420 000 €
Volet AR PIA 4 IDF	2 720 000 €	2 040 000 €	2 040 000 €	2 720 000 €	1 360 000 €	1 700 000 €	12 580 000 €
Sous-total volet interventions	8 000 000 €	6 000 000 €	6 000 000 €	8 000 000 €	4 000 000 €	5 000 000 €	37 000 000 €
Frais de gestion	200 000 €	150 000 €	150 000 €	200 000 €	100 000 €	125 000 €	925 000 €
TOTAUX	8 200 000 €	6 150 000 €	6 150 000 €	8 200 000 €	4 100 000 €	5 125 000 €	37 925 000 €

Annexe 17 - Fiche projet Solar Impulse

DOSSIER N° 23006968 - SOUTIEN 2023 - FONDATION SOLAR IMPULSE

Dispositif : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)

Délibération Cadre : CR63-07 modifiée du 27/09/2007

Imputation budgétaire : 936-632-65748-163001-400

Action : 16300105- Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	600 000,00 € TTC	50,00 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION SOLAR IMPULSE
Adresse administrative : CHEMIN DE MONTOLIVET 19
99999 ETRANGER
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur BERTRAND PICCARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : la subvention concerne la totalité de l'action 2023

Description :

La Fondation Solar Impulse a pour objectif d'effectuer un travail d'identification, de mise en réseau et de labellisation des entreprises innovantes et de promotion de solutions technologiques novatrices et bénéfiques pour l'environnement. Les principales orientations de l'action de Solar Impulse sont les suivantes :

- Faire connaître et promouvoir les solutions environnementalement bénéfiques et économiquement rentables notamment franciliennes ;
 - Mettre ces solutions au service du territoire régional de L'Île-de-France ;
 - Favoriser la transformation écologique, le développement de systèmes à faible empreinte carbone et promouvoir une économie efficiente et peu consommatrice de matières premières ;
- Soutenir les entreprises pour accéder à de nouvelles opportunités de marchés ;
- Promouvoir Le territoire Île-de-France comme un lieu d'expérimentation et d'innovation écologique ;
 - Attirer en Île-de-France des entreprises internationales qui participent d'un impact positif pour l'environnement ;
 - Faciliter l'implantation d'entreprises innovantes qui intègrent l'environnement dès l'amont de leurs process, créent des boucles locales, éco conçoivent leurs produits et mettent en place des solutions pour réduire au maximum les impacts de leurs activités dont la distribution et la logistique.

La convention initie des axes de collaboration, définis en premier lieu, qui pourront faire l'objet d'évolutions ultérieures dans le cadre du développement du projet global environnemental porté par la Fondation :

1. Recherche par la Fondation de solutions adaptées aux besoins des acteurs du territoire de l'Île-de-France ;

En mars 2023, la Fondation Solar Impulse a réitéré pour la deuxième fois les Business Meetings de la Transition Verte. En partenariat avec la Région Ile-de-France, le Club ETI, Paris Region Business Club, du Conseil National des Achats, Choose Paris Region, Cap Digital, Construire au Futur Habiter le Futur et les Shifters, cette deuxième édition avait encore une fois pour vocation de mettre en contact des solutions cleantech franciliennes avec des utilisateurs potentiels, privés comme publics.

Au travers d'un format dynamique permettant de rencontrer en rotation jusqu'à 8 acheteurs ou offreurs (via un format de « speed-meetings ») les quelques 200 participants à cette matinée ont pu créer des opportunités de collaboration et engager avec toute la richesse de l'écosystème francilien de la transition verte. En parallèle aux Business Meetings s'est également déroulé une session Innov'Up Expérimentation Transition Écologique des Territoires, avec comme but premier la présentation du nouveau dispositif de financement de l'expérimentation de solutions propres auprès des territoires.

2. Valorisation par la Fondation de solutions identifiées pour le territoire régional ;

Comme ce fut le cas en 2022, l'évènement Business Meetings de la Transition Verte a permis de mobiliser l'écosystème régional et le mettre sous tension via une demi-journée se voulant fédératrice, mais a également eu comme ambition d'identifier de nouvelles entreprises innovantes pouvant tirer avantage du label Solar Impulse Efficient Solution.

La Fondation maintient néanmoins son engagement avec des structures franciliennes clefs pour la transition tout au long de l'année afin d'identifier, de disséminer et valoriser les Solutions locales labélisées au moyen d'opportunités communicationnelles, de développement commercial ou de mise en lumière de Solutions auprès de groupes clefs à leur subséquentes adoption.

En 2023, ces types de collaborations ont été tout particulièrement poussés au travers d'engagements avec diverses entités telles que Cap Digital, Station F, Microsoft Environmental Accelerator, Cleantech Open France, French Tech, Impulse Partners l'ADEME, le Pexe, Choose Paris Region, WILCO, Paris&Co et lors d'évènements phares tels que Vivatech ou ChangeNOW.

Cela s'ajoute à la sensibilisation régulière que nous effectuons, où en 2023 nous avons pu ajouter 16 solutions supplémentaires pour porter le total des solutions franciliennes à 206. De plus, 32 nouveaux membres franciliens ont rejoint notre réseau World Alliance for Efficient Solutions depuis le 1er janvier 2023.

Ce challenge permettra également l'identification de nouvelles solutions à impact ambitieuses et répondant à des domaines précis et cruciaux à la transition.

L'indicateur de suivi est le nombre d'entreprises labellisées ou en cours de labellisation.

3. Expérimentation sur le territoire régional de l'Île-de-France de solutions labellisées par la Fondation répondant aux besoins du territoire ;

Alors que l'un des axes de la Fondation est de promouvoir et faire connaître les solutions labellisées, la Fondation Solar Impulse a contribué avec quelques autres partenaires à mettre en place une démarche

qui permette de concrétiser cet objectif. Ainsi, la Fondation Solar Impulse contribue à mettre en relation des solutions labellisées et de potentiels adopteurs de ces solutions sur le territoire régional.

L'indicateur de suivi est le nombre de relations prises et de dossiers déposés.

4. Mobilisation d'experts du territoire Île-de-France ;

Comme c'était le cas ces deux dernières années, la Fondation Solar Impulse recrute et mobilise activement des experts de la Région Île de France pour soutenir l'évaluation globale des solutions à intégrer dans notre base de données.

Nous avons aujourd'hui 16 experts franciliens qui donnent de leur temps volontairement pour assurer un procédé de labélisation de Solutions qualitatif et effectif.

L'indicateur de suivi est le nombre d'experts.

5. Communication autour des acteurs du territoire et retours d'expérience avec les différentes parties prenantes ou publics cibles.

Afin de soutenir nos différentes activités, nous utiliserons nos propres outils de communication pour soutenir le travail de la Fondation et le partenariat global. Cela comprendra la création de contenu autour de nos activités communes, comme a pu l'illustrer notre événement de mars 2023.

Cela inclut également le déploiement de Bertrand Piccard lors d'événements pertinents où sa participation peut être utile.

Cela a inclus entre autres son audition auprès de la Commission Développement Durable en mars derniers, sa participation aux Business Meetings de la Transition Verte, son intervention au Salon du Bourget, son intervention à ChangeNOW etc.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	510 000,00	85,00%
frais de fonctionnement	90 000,00	15,00%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Région Ile-de-France	300 000,00	50,00%
Ressources propres	300 000,00	50,00%
Total	600 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 18 - Convention Solar Impulse

CONVENTION N° 23006968

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **Fondation Solar Impulse**
dont le statut juridique est : Fondation d'utilité publique
N° SIRET : CHE-111.703.388
dont le siège social est situé au : 19 Chemin de Montolivet, 1006 Lausanne
ayant pour représentant Monsieur Bertrand Piccard, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien aux programmes de développement des filières prioritaires » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR 63-07 du 27 septembre 2007.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides SA 58995 relatif aux aides à la RDI (aide en faveur des pôles d'innovation).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Fondation Solar Impulse pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Soutien 2023 – Fondation Solar Impulse (référence dossier n° 23006968).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 600 000 €, soit un montant maximum de subvention de 300 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et

détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son

positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023,

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Fondation Solar Impulse,
Monsieur Bertrand Piccard, Président

Annexe 19 - Fiche projet Poc in Lab

DOSSIER N° 23006960 - Soutien au Design Spot de l'Université Paris-Saclay pour le programme Poc in Lab

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-657382-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	105 702,00 € HT	50,00 %	52 851,00 €
	Montant total de la subvention		52 851,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT CURIE
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame ESTELLE IACONA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Université Paris-Saclay organise annuellement un appel à projet « prématuration » auprès des laboratoires issus de son périmètre visant à détecter des projets d'innovation technologique ou scientifique porteur d'un fort potentiel de valorisation économique ou sociétal: « Poc In Labs. Cet appel à projets a notamment pour objectifs de développer la preuve de concept, de produire une stratégie de valorisation, et de proposer une équipe pour la maturation et le développement du projet. Poc In Labs vise également à sensibiliser les porteurs de projets au design, à la conception universelle, et in fine à la création d'entreprise. Il est financé par les fonds IDEX Université Paris-Saclay, dont une partie est dédiée à mettre en œuvre un soutien opérationnel en design pour les projets dans lesquels cela s'avère opportun.

Le Design Spot – le centre de design de l'Université Paris-Saclay – est en charge d'auditionner les porteurs de projets et de sélectionner ceux qui bénéficieront d'un accompagnement design. Il réalise en amont un diagnostic, propose un conseil stratégique en design auprès des porteurs de projets, et encadre l'ensemble des développements design autant que possible jusqu'au prototypage.

Les actions de soutien en design engagées auprès des projets sélectionnés peuvent être de différentes natures, principalement :

- Design de produit

- Design d'interface (User Experience / User Interface)
- Design graphique / motion design
- Prototypage

La relation engagée avec les porteurs de projets ambitionne ensuite un accompagnement sur le long terme, allant de la création de la startup jusqu'à son développement, en s'appuyant sur les financements obtenus.

En outre, dans le cadre de sa mission de promotion du design comme outil de valorisation des projets d'innovation, le Design Spot organise une exposition grand public, dont l'objectif est de communiquer largement sur ses actions en proposant une grande rétrospective des projets accompagnés, notamment ceux issus du programme "Poc in Labs". Cette exposition se tiendra en 2024 au Lumen (bibliothèque de l'Université Paris-Saclay) et proposera également des conférences et rencontres mettant en lumière les projets et designers.

La Région soutient le projet pour la 5eme édition pour environ 30 projets accompagnés

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement par le design Spot	16 650,00	15,75%
Frais de conseil et d'études de design	60 000,00	56,76%
Frais de prototypage	24 052,00	22,75%
Frais de communication	5 000,00	4,73%
Total	105 702,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds IDEX de l'UPSaclay	52 851,00	50,00%
Subvention Région Île-de-France	52 851,00	50,00%
Total	105 702,00	100,00%

Liste des 22 projets accompagnés par le design Spot dans le cadre de Poc In Lab :

ADYNA : simulateur pour la formation à la manipulation des articulations pour l'enseignement en médecine, à base de freins magnétorhéologiques

ELECTROLOC-I : analyse physico-chimique en milieu industriel de la corrosion des surfaces par électrochimie locale portative

MICRIBIOME RAPID ACCESS : Kit de collecte et d'analyse de microbiotes intestinaux par séquençage des acides nucléiques

MMaster : technologie rapide, performante et économique de réalisation d'antibiogrammes à partir d'un

échantillon unique

Modulaspin : réalisation de support magnétique ultra haute densité pour stockage ultra dense de données

Oscar : Kit de détection rapide et économique de la bactérie *Campylobacter* pour l'industrie agro-alimentaire

Sound : fonctionnalisation de surfaces complexes équipés d'excitateurs permettant une diffusion sonore haute fidélité et spatialisée

Gliss4Free (matériel rééducation handicapé moteur) design de produit

I-Mesure (gamme d'appareils de mesure) design UX-UI

LD2Biotic (traitements adaptés aux bactéries multirésistantes) médiation scientifique

MicroDropMixer (micro mélangeur acoustique) design de produit

MicroNGP (métagénomique de référencement de bactéries utiles) design UX - scénarisation et formalisation de l'offre

PsychoCoach (coach mobile virtuel en environnement santé) design UX-UI

Val2O (valorisation de déchets alimentaires et organiques) design UX - scénarisation et formalisation de l'offre

VPoP (jumeau numérique dans le domaine de l'usinage et de l'impression 3D) design UX-UI

Cy-Aide (lutte contre les cyber-attaques via IA) design UX-UI

Dermatoled (traitement lumineux des lésions vasculaires) design produit

DetectFlaw (détection temps réels des défauts de soudures) design produit

Elan (vérification véracité juridique de communication médiatique ou politique) UX-UI, legal design

NexTherm (mesure de flux thermiques haute performance) design produit

Oxyfilms (dépollution industrielle des eaux) UX - médiation scientifique du projet

Rimm (recharge par induction de micro-mobilités)

Simon-e (résolution errances thérapeutiques des maladies rares auto-immunes) design UX-UI

WiDyThiah (mesures thermiques larges en milieu industriel) design produit

Relevant : modélisation 3D précise, automatique et en temps réel d'environnement complexe et de grandes dimensions dans le domaine du BTP.

Monafish : amélioration du taux de fécondité des écloséries en pisciculture, à base de complexes biomimétiques.

BDForTox : création d'un système biliaire synthétique pour étudier les interactions de médication sur le foie.X

Annexe 20 - Convention Poc In Lab

CONVENTION N°XXX

Soutien au Design Spot de l'Université Paris Saclay pour le programme « POC IN LAB »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-327 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **Université Paris Saclay**
dont le statut juridique est : Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
N° SIRET : 130026024 - 00054
Code APE : 8542Z – enseignement supérieur
dont le siège social est situé au : 3 rue Joliot Curie - Bâtiment Bréguet 91190 Gif-sur-Yvette
ayant pour représentant sa présidente, Estelle IACONA
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la délibération n° CR 2020-529 du 18 novembre 2020 relative à l'innovation et l'industrie.

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 18 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

L'Université Paris-Saclay organise annuellement depuis 9 ans un appel à projet « prématuration » auprès des laboratoires issus de son périmètre qui vise à détecter des projets d'innovation technologique ou scientifique porteur d'un fort potentiel de valorisation économique ou sociétal.

Le nom de cet appel à projet est, depuis 2019, « Poc In Lab », et il a notamment pour objectifs de développer la preuve de concept, de produire une stratégie de valorisation, et de proposer une équipe pour la maturation et le développement du projet. Poc In Lab vise également à promouvoir le design auprès des porteurs de projets, à la éco-conception, et in fine à la création d'entreprise.

Poc In Lab est financé par les fonds IDEX Université Paris-Saclay, dont une partie est dédiée à financer des études de design pour les projets pour lesquels cela s'avère opportun.

Le Design Spot – le centre de design de l'Université Paris-Saclay – est en charge d'auditionner les porteurs de projets et de sélectionner ceux qui bénéficieront d'un accompagnement design. Il réalise en amont un diagnostic, propose un conseil stratégique en design auprès des porteurs de projets, et encadre l'ensemble des développements design autant que possible jusqu'au prototypage.

Les actions de soutien en design engagées auprès des projets sélectionnés peuvent être de différentes natures, principalement :

- Design de produit
- Design d'interface (User Experience / User Interface)
- Design graphique / motion design
- Prototypage

La relation engagée avec les porteurs de projets ambitionne ensuite un accompagnement sur le long terme, allant de la création de la startup jusqu'à son développement, en s'appuyant sur les financements obtenus.

En outre, dans le cadre de sa mission de promotion du design comme outil de valorisation des projets d'innovation, le Design Spot organise une exposition grand public, dont l'objectif est de communiquer largement sur ses actions en proposant une grande rétrospective des projets accompagnés, notamment ceux issus du programme "Poc in Labs". Cette exposition se tiendra en 2024 au Lumen (bibliothèque de l'Université Paris-Saclay) et proposera également des conférences et rencontres mettant en lumière les projets et designers.

C'est dans ce contexte que le Design Spot sollicite la Région Ile-de-France son soutien financier qui permettrait l'accompagnement par le design des projets "Poc in Labs 2023-2024" mais également de communiquer sur les résultats auprès des établissements d'enseignement, des laboratoires, des entreprises franciliennes et du grand public.

Conformément à la stratégie design votée par délibération n° CR 2017-127 du 6 juillet 2017, la Région a entériné une politique stratégique en faveur du design consistant notamment à inciter les entreprises à renforcer l'intégration du design dans leur stratégie de développement mais aussi à susciter des projets de collaboration portés par des équipes mixtes visant à développer des solutions pour que la Région réponde aux grands enjeux de demain.

Le soutien de la Région au programme « Poc In Lab » s'inscrit pleinement dans cette démarche.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°2023-327 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « Fiche projet Poc in Lab 2023-2024 » n°23006960 de la présente convention : « Soutien au Design Spot de l'Université Paris Saclay pour le programme "Poc in Lab" ».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **105 702,00 € HT**, soit une subvention de **52 851,00 €**.

Les dépenses subventionnables sont :

- Les frais d'encadrements par le Design Spot : 16 650 € HT
- Les frais de conseil et d'études de design : 60 000 € HT
- Les frais de prototypage : 24 052 € HT
- Les frais de communication : 5 000 € HT

Le plan de financement prévisionnel de l'opération précise que les montants sont HT, la TVA n'est pas applicable. Le plan de financement est détaillé dans l'annexe dénommée « Fiche projet Poc in Lab 2023-2024 » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la « Fiche projet Poc in Lab 2023-2024 » annexée à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRES DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier X offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré

par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'action subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 (date prévisionnelle de démarrage du programme) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, la Région et l'Université Paris-Saclay s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « Fiche projet Poc in Lab 2023-2024 » adoptée par délibération N°2023-327 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire Université Paris-Saclay

Annexe : Fiche projet Poc in Lab 2023-2024

Annexe 21 - Fiche projet Game Connection

DOSSIER N° 23006967 - GAME CONNECTION 2023 - Soutien à Capital Games

Dispositif : Soutien relatif aux événements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)

Délibération Cadre : CR63-13 modifié du 27/09/2013

Imputation budgétaire : 935-57-65748-157001-400

Action : 15700106- Evénements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux événements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	700 000,00 € HT	5,71 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL CAPITAL GAMES
Adresse administrative : 157 BOULEVARD MACDONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CYRILLE IMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 1er avril 2023.

Description :

La Game Connection Europe est la convention d'affaire de référence au niveau mondial où, chaque année, entre 1000 et 1500 développeurs de jeux vidéo, investisseurs et acheteurs se rencontrent. Avec plus de 300 acheteurs qualifiés sur 8 domaines principaux (jeux consoles, jeux mobiles, jeux PC, Jeux VR, Monétisation, Outsourcing, User Acquisition et QA/Localisation), la manifestation est un des lieux forts du business du jeu vidéo, l'événement le plus important de ce type en France, et le deuxième en Europe.

L'événement regroupe plus de 500 sociétés participantes, développeurs de jeu vidéo, fournisseurs de services et acheteurs qualifiés, et 50 nationalités sont représentées.

Près de 3000 rendez-vous entre visiteurs sont attendus, et plus de 15 conférences sur des thématiques business seront proposées au public.

Capital Games est partenaire de l'événement depuis son implémentation à Paris en 2011, et gère notamment les relations avec les pouvoirs publics, avec les autres associations françaises, ainsi qu'une partie de la commercialisation auprès des sociétés Françaises et Franciliennes. L'association est également décisionnaire sur une partie de la ligne éditorial de l'événement - en particulier les aspects 'networking informel' -.

Capital Games, en tant que cluster du jeu vidéo en Ile de France, y représente également les sociétés franciliennes de jeu vidéo avec la présence de deux pavillons de 16m² mettant notamment en avant l'attractivité de la région Ile de France."

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	310 000,00	44,29%
Logistique	235 000,00	33,57%
Communication	25 000,00	3,57%
Charges Indirectes	130 000,00	18,57%
Total	700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	40 000,00	5,71%
Recettes billetterie	630 000,00	90,00%
Subvention CNC	30 000,00	4,29%
Total	700 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 22 - Fiche projet Sport Unlimitech to perf

DOSSIER N° 23007010 - Participation de la Région à l'événement Sport Unlimitech to perf

Dispositif : Soutien relatif aux événements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)

Délibération Cadre : CR63-13 modifié du 27/09/2013

Imputation budgétaire : 935-57-65742-157001-400

Action : 15700106- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux événements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	668 000,00 € HT	0,75 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPORT UNLIMITECH

Adresse administrative : 3 RUE DRANEM
75011 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Karine HERMANN, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 1 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La demande de financement est arrivée tardivement auprès de nos services.

L'événement s'étant tenu fin juin, le bénéficiaire a besoin d'un démarrage anticipé pour payer un certain nombre de factures.

Description :

Sport Unlimitech to perf est un événement réunissant pendant trois jours tous les experts de la filière Sport autour de conférences, stands et rendez-vous business. Des valeurs du sport à la performance en passant par la santé, la digitalisation, l'environnement, la fan expérience, l'éducation, l'esport ou encore le sport féminin, toutes les thématiques les plus importantes pour l'avenir du sport seront abordées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges / frais administratifs / masse salariale...	668 000,00	100,00%
Total	668 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie / sponsoring	663 000,00	99,25%
Participation Région	5 000,00	0,75%
Total	668 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise